

Caritas
Austria

 **caritas**
international.be

MANUEL DE PLAIDOYER POUR LES JEUNES

**SUR LES QUESTIONS
DE MIGRATION ET DE
DÉVELOPPEMENT
DANS LE MONDE**



Recherche et rédaction par Anna Magdalena Bentajou et Hannah Schindler (Caritas Autriche), avec le soutien du personnel de Caritas Autriche.

Cette publication rentre dans le cadre du projet MIND (Migration. Interconnectedness. Development.), un projet de trois ans financé par la Commission européenne (DG DEVCO). L'objectif est de sensibiliser le grand public au lien entre le développement durable et la migration, ainsi qu'au rôle de l'Union européenne en matière de coopération au développement. Les partenaires du projet MIND, coordonné par Caritas Autriche, sont : Caritas Bavière (Allemagne), Caritas International Belgique, Caritas Bulgarie, Caritas République tchèque, Caritas Europa, Caritas Italie, Cordaid (Caritas Pays-Bas), Caritas Portugal, Caritas Slovaquie, Caritas Slovénie et Caritas Suède.

Pour de plus amples informations sur le projet MIND, suivez la campagne :



Cette publication a été relue par Constanze Prehl, Victor Beaume et Tom Devriendt.
Design et graphique par Vanden Broele Group avec le soutien de Leticia Lozano (Caritas Europa)
Mise en page et impression par Markus Putz (Print Agentur)
Illustration de la couverture par Jean Bernard Boulnois
Publié par Caritas Autriche, Albrechtskreithgasse 19-21, A-1160 Vienne, en novembre 2020, et Caritas International Belgique, en mars 2021.
Tous droits réservés.



Cette publication a été réalisée dans le cadre du projet MIND, qui a reçu le soutien financier du programme DEAR de l'Union européenne et de la Coopération autrichienne au développement. Les informations contenues dans cette publication ne reflètent pas nécessairement la position ou l'opinion de l'Union européenne ou de la Coopération autrichienne au développement. Caritas se réserve le droit de ne pas être tenu pour responsable de l'exactitude et de l'exhaustivité des informations fournies dans cette publication. Les réclamations en responsabilité concernant les dommages causés par l'utilisation de toute information fournie, en ce compris une information qui serait incorrecte ou incomplète, seront dès lors rejetées.

SOMMAIRE

Introduction	4
Analyse de la migration et du développement	6
Liens entre migration et développement	12
Définition du plaidoyer	14
Planification de votre stratégie de plaidoyer	16
Feuilles d'exercice	28
Faits et chiffres	36
Glossaire	37

INTRODUCTION

Ce manuel de plaidoyer est conçu pour aider le personnel de Caritas qui travaille avec les jeunes à compléter leurs offres existantes et à s'adresser aux jeunes intéressés en général. Il décompose tous les éléments essentiels des activités de plaidoyer liées à la migration mondiale et au développement, créant ainsi une base parfaite pour l'élaboration d'actions de plaidoyer réussies qui permettront de faire évoluer notre monde vers un avenir meilleur.

La migration est un fait. Elle a toujours existé et continuera d'exister de notre vivant et bien au-delà. La manière dont nous percevons et gérons la migration a un effet profond sur le degré de réussite de toute migration.

Malheureusement, le discours public sur la migration en Europe est principalement axé sur les problèmes. Les politiques migratoires étant axées sur le contrôle des frontières et le retour forcé (voir les termes du glossaire), les médias peinent à véhiculer une image constructive de la migration, tandis que l'opinion publique repose principalement sur des peurs plutôt que sur les faits. S'il est internationalement reconnu que les migrant-e-s apportent une contribution positive non seulement au développement de leur pays d'origine mais aussi de leur pays de destination, la migration est encore trop souvent perçue comme une menace plutôt que comme une opportunité.

Ces obstacles empêchent les personnes migrantes de contribuer pleinement au développement. De plus, cette situation conduit à l'exclusion et à la pauvreté. Partout en Europe, les migrant-e-s sont confrontés à la discrimination sur les marchés du logement et du travail ainsi qu'à la xénophobie dans leur vie quotidienne, ce qui les place parmi les groupes les plus vulnérables de la société.¹

AUTRICHE/ ITALIE/ ESPAGNE – Discrimination sur le marché du travail

En Autriche, les migrant-e-s sont plus susceptibles que leurs homologues nationaux de connaître des conditions de travail précaires ; ils/elles perçoivent souvent des salaires inférieurs et possèdent des possibilités de développement de carrière plus restreintes. Sans surprise, ils/elles sont également davantage exposés au chômage.² Des circonstances similaires existent dans le secteur agricole en Italie et en Espagne où les migrant-e-s ont tendance à être recrutés de manière informelle, ce qui implique que leurs conditions de travail ne sont pas contrôlées par les autorités. Cette situation les rend plus susceptibles d'être exposés à l'exploitation de la main d'œuvre et conduit souvent à une vie de pauvreté, avec un accès limité ou inexistant au système de sécurité sociale (voir les termes du glossaire).³

¹ <https://www.caritas.eu/common-home-eu/>

² https://www.sora.at/fileadmin/downloads/projekte/2020_SORA-Forschungsbericht_Systemrelevante_Berufe.pdf

³ https://immigration.caritas.it/sites/default/files/2016-10/Rapporto_Progetto_Presidio.pdf ; <https://caritashuelva.org/blog/2020/04/03/coronavirus-caritas-alerta-sobre-la-extrema-precariedad-social-en-la-que-estan-miles-de-personas-en-infraviviendas-y-asentamientos/>



© Marc Guillaume

BELGIQUE – Discrimination sur le marché immobilier

Christian est né en République démocratique du Congo et est arrivé en Belgique à l'âge de 20 ans. Trouver un logement s'est avéré être un véritable défi pour lui : *« Quand vous êtes d'origine étrangère, le plus difficile est de voir comment vous êtes perçu par les autres. Certains vous regardent avec méfiance. [...] C'était particulièrement gênant quand je cherchais un logement à Bruxelles »*, explique Christian. Au bout du compte, il est parvenu à devenir infirmier qualifié et s'est impliqué dans la lutte contre la COVID-19.

Caritas croit en un avenir où la migration est le fruit d'un choix et non d'une nécessité, qui permet aux gens de vivre dans la dignité et d'apporter une contribution significative. Un avenir où les politiques favorisent la solidarité, protègent les droits humains et permettent l'intégration, tout en garantissant que personne ne soit laissé pour compte. Un avenir dans lequel les médias, les journalistes et les politiciens placent la migration dans le contexte adéquat, et dans lequel le public est conscient des précieuses contributions que les migrant-e-s apportent à leurs pays d'origine et de destination.

Il est particulièrement important de faire participer les jeunes pour faire de cette vision une réalité. Ces dernières années nous ont clairement montré que les membres de la jeune génération sont de puissants agents de changement dont l'effet multiplicateur joue un rôle essentiel dans la création d'un avenir meilleur. Lorsqu'elle travaille avec les jeunes, Caritas considère que sa mission fondamentale consiste à encourager ces derniers à s'impliquer activement dans les activités sociales. Grâce à un large choix d'ateliers et d'activités, Caritas vise à renforcer la participation des jeunes tout en leur donnant les moyens de s'approprier leur engagement, ce qui permet de disposer d'un point de départ idéal pour les actions de plaidoyer.

ANALYSE DE LA MIGRATION ET DU DÉVELOPPEMENT

Le mot **migration** est un terme générique non défini par le droit international. Dans son explication la plus simple, la migration désigne...

*(...) tout mouvement de personnes quittant leur lieu de résidence habituelle, soit à l'intérieur d'un même pays, soit par-delà une frontière internationale. Les raisons d'un tel déplacement peuvent varier, de même que la durée du séjour.*⁴

Les causes de la migration

Les gens migrent pour de nombreuses raisons différentes, de l'amour, l'emploi et l'éducation au changement climatique, en passant par la corruption et/ou la pauvreté, le principal moteur de la migration étant l'emploi.⁵ Ces motifs de migration ont une incidence significative, car ils définissent le statut juridique des migrant-e-s et les droits dont ils bénéficient dans leur pays de destination. En 2019, le nombre mondial de personnes migrantes était estimé à 272 millions, parmi lesquels deux tiers étaient des travailleurs/ses migrant-e-s, c'est-à-dire des personnes qui migrent dans le but de trouver un emploi.⁶

GRÈCE – Migration de travail

En 2009, la situation financière de la Grèce s'est détériorée, ce qui a plongé le pays dans une crise profonde. Au cours des années qui ont suivi, environ 500 000 personnes ont quitté le pays à la recherche d'un emploi à l'étranger, principalement en Allemagne, au Royaume-Uni et aux Émirats arabes unis. La plupart d'entre elles étaient jeunes et hautement qualifiées.⁷

ROYAUME-UNI – Étudiants internationaux

Le Royaume-Uni compte un certain nombre d'universités prestigieuses qui offrent un enseignement de haute qualité, ce qui rend les études dans le pays particulièrement attrayantes pour les jeunes du monde entier. En 2018/2019, le Royaume-Uni a ainsi accueilli près d'un demi-million d'étudiant-e-s internationaux, dont la grande majorité provenait de Chine, d'Inde et des États-Unis.⁸

La sécurité constitue une autre cause fréquente de migration. Les personnes qui migrent à la recherche d'une protection sont appelées des réfugié-e-s. Un.e **réfugié-e** est une personne qui...

*[...] craignant avec raison d'être persécutée « du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions politiques », se trouve hors du pays dont elle a la nationalité.*⁹

Le fait de rester dans le pays d'origine ou d'y retourner constituerait une menace pour la vie ou la liberté de cette personne. Par conséquent, les réfugié-e-s bénéficient d'une protection internationale spéciale. Cette définition, et les droits qui l'accompagnent, sont basés sur la « Convention de Genève de 1951 » (voir les termes du glossaire).

⁴ <https://www.iom.int/fr/qui-est-un-migrant>

⁵ <https://www.unhcr.org/protection/operations/56684ce89/briefing-paper-understanding-root-causes-displacement-idmc-2015.html>

⁶ <https://publications.iom.int/books/etat-de-la-migration-dans-le-monde-2020>

⁷ <https://ideas.repec.org/a/bog/econbly/2016i43p31.html> ; <https://www.politico.eu/article/greece-reverse-brain-drain-skills-young-people-financial-crisis/>

⁸ <https://www.studying-in-uk.org/international-student-statistics-in-uk/#:~:text=Statistics%20show%20that%20the%20total,outside%20of%20the%20European%20Union.>

⁹ <https://www.unhcr.org/afri/what-is-a-refugee.html>

YUGOSLAVIE – Déplacement

La Yougoslavie était un État socialiste créé après la Seconde Guerre mondiale et composé de six républiques (Slovénie, Croatie, Serbie, Bosnie-Herzégovine, Monténégro et Macédoine) ainsi que des deux provinces autonomes du Kosovo et de la Voïvodine. Dans les années 1990, des tensions sont apparues entre les républiques, avec des tendances nationalistes croissantes et des appels à plus d'autonomie. En 1991, la Croatie et la Slovénie ont déclaré leur indépendance, ce qui a provoqué un déchaînement de violence de la part de l'armée yougoslave. Ce n'était que le début d'un certain nombre de conflits appelés « guerres yougoslaves », lesquels se sont poursuivis pendant dix ans. Ces conflits sont connus pour les actions brutales qui les ont caractérisés, avec notamment des opérations dites de « nettoyage ethnique » qui ont poussé 2,3 millions de personnes à fuir leurs foyers.¹⁰

Les différentes formes de migration

Il existe un certain nombre d'options différentes pour migrer vers l'Union européenne et y rester à titre temporaire si une personne vient d'un pays politiquement stable, par exemple

- ▶ ...en faisant une demande de visa de travail,
- ▶ ...en entrant dans le pays concerné en tant qu'étudiant-e international-e ou
- ▶ ...en entrant dans le pays concerné en tant que bénévole.

Cependant, il est difficile, notamment pour les personnes vivant dans des pays tiers (pays non-membres de l'UE), de solliciter avec succès toute forme de statut de résident permanent, voire temporaire. Les possibilités de migration légale vers l'UE sont encore plus restreintes pour les réfugié-e-s. Ces possibilités réduites, associées à des perspectives médiocres ou même à la peur de vivre dans le pays d'origine ou de résidence, poussent les personnes concernées à recourir à d'autres formes de migration. Dans de nombreux cas, elles se voient contraintes d'entrer dans l'UE sans papiers officiels, et dans ce cas on parle de **migration irrégulière**.¹¹ Compte tenu des dangers

et des risques associés à l'entrée irrégulière dans un pays, de nombreuses organisations non gouvernementales (ONG) réclament depuis des années d'autres voies de migration **sûres et légales**.¹² Des voies sûres et légales - par exemple à travers les programmes de « réinstallation » (voir les termes du glossaire) - ont déjà été mises en pratique avec succès, mais restent d'une portée limitée par rapport aux besoins réels.

Dans l'ensemble, on peut dire qu'il y a bien plus de personnes ayant besoin de sécurité et de meilleures perspectives d'avenir dans un autre pays qu'il n'existe de possibilités de migrer légalement vers l'UE.

LA MER MÉDITERRANÉE – Migration irrégulière

L'un des moyens les plus courants d'entrer illégalement dans l'UE consiste à traverser la mer Méditerranée avec l'aide de passeurs, souvent sur des embarcations bondées qui ne sont pas adaptées à un tel voyage. Néanmoins, de nombreuses personnes se voient contraintes de courir ce risque afin de se créer un avenir meilleur pour elles-mêmes et leurs familles, ou pour se mettre en sécurité. Depuis 2014, environ 20 000 personnes seraient mortes en tentant de franchir illégalement la frontière de cette manière, la plupart d'entre elles provenant de pays déchirés par la guerre.¹³

À l'arrivée dans un pays de destination, les personnes qui cherchent refuge doivent demander l'asile - une procédure qui détermine si une personne remplit les conditions lui permettant de bénéficier d'une protection internationale et si, par conséquent, elle est autorisée à résider dans le pays de destination. Il faut un certain temps pour que ce processus soit entièrement achevé et que le statut juridique soit déterminé. Pendant cette période, la personne qui sollicite le droit d'asile est considérée comme un **demandeur/se d'asile** :

- ▶ « Un demandeur d'asile est une personne dont la demande d'asile n'a pas encore été traitée. »¹⁴

¹⁰ <https://www.unhcr.org/4552f2182.pdf>

¹¹ [https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/BRIE/2019/635559/EPRS_BRI\(2019\)635559_EN.pdf](https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/BRIE/2019/635559/EPRS_BRI(2019)635559_EN.pdf)

¹² <https://www.caritas.eu/policy-work/asylum-migration/>

¹³ <https://reliefweb.int/report/greece/iom-mediterranean-arrivals-reach-110699-2019-deaths-reach-1283-world-deaths-fall>

¹⁴ <https://www.unhcr.org/fr/demandeurs-dasile.html>

Cependant, toutes les personnes ne quittent pas leur pays lorsqu'elles sont confrontées à des raisons de prendre la fuite. Certaines personnes recherchent la sécurité à l'intérieur des frontières de leur propre pays ; elles sont alors qualifiées de **personnes déplacées à l'intérieur de leur pays**. Le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) (voir les termes du glossaire) les définit de manière plus spécifique :

- ▶ « Personnes ou groupes de personnes qui ont été forcés ou contraints à fuir ou à quitter leur foyer ou leur lieu de résidence habituel, notamment en raison d'un conflit armé, de situations de violence généralisée, de violations des droits humains ou de catastrophes naturelles ou provoquées par l'homme ou pour en éviter les effets, et qui n'ont pas franchi les frontières internationalement reconnues d'un État. »¹⁵

Contrairement aux réfugié-e-s, les personnes déplacées à l'intérieur de leur pays n'ont pas de statut juridique spécial, car elles résident toujours dans leur propre pays et continuent de jouir des droits attachés à leur citoyenneté, ce qui rend les autorités nationales responsables de leur bien-être.¹⁶

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO – Déplacement de personnes à l'intérieur de leur propre pays

Tout au long des années 1990, la République démocratique du Congo (RDC) a été secouée par trois guerres civiles, la dernière ayant pris fin en 2003. En 2016, une nouvelle vague de violences a éclaté principalement dans le centre et le sud du pays, obligeant de nombreuses personnes à quitter leur foyer en raison de violations répétées des droits humains. Entre 2017 et 2019, plus de cinq millions de personnes en RDC ont été déplacées à l'intérieur du pays.¹⁷

Chez Caritas, nous utilisons une définition assez large de la migration. Lorsque nous parlons de « migration », nous englobons toutes les personnes qui migrent : les réfugié-e-s, les demandeurs/ses d'asile, ainsi que les travailleurs/ses migrant-e-s et leurs familles.

¹⁵ <https://emergency.unhcr.org/entry/67716/ldp-definition>

¹⁶ Voir ci-dessus

¹⁷ <https://www.unhcr.org/bel/aide-durgence/urgence-republique-democratique-du-congo>

¹⁸ <https://www.caritas.eu/wordpress/wp-content/uploads/2019/11/European-Common-Home-full-publication-one-page.pdf>

¹⁹ https://www.oecd-ilibrary.org/fr/development/de-l-aide-au-developpement_9789264178076-fr

²⁰ <https://sdgs.un.org/goals#:~:text=The%202030%20Agenda%20for%20Sustainable,now%20and%20into%20the%20future.&text=The%20Summit%20led%20to%20the,reduce%20extreme%20poverty%20by%202015>

²¹ <https://sustainabledevelopment.un.org/sdg10>

La migration affecte notre vie quotidienne de bien des façons. Afin de mieux appréhender l'effet positif de la migration, il faut avant tout comprendre ce que recouvre le concept de « **développement** ».

Qu'est-ce que le développement ?

Caritas considère le « développement » comme un processus à long terme de renforcement durable des capacités sociales et économiques dans les communautés et les ménages en vue d'éradiquer la pauvreté et la vulnérabilité et de promouvoir la justice sociale. Pour Caritas, l'être humain est au centre de ce processus.¹⁸

- ▶ En substance, le développement tel que nous l'entendons aujourd'hui devrait conduire à de meilleures conditions de vie pour tous. Par le passé, le terme « développement » était principalement associé à la croissance économique et à l'industrialisation. Au fil des années, nous nous sommes rendu compte que la croissance elle-même n'était pas suffisante et n'entraînait pas nécessairement des avantages à long terme pour tous.¹⁹
- ▶ En 2015, 193 États membres des Nations Unies ont signé le « Programme 2030 » par lequel ils s'engageaient à ne laisser personne de côté et à créer des partenariats sur tous les

ÉTATS-UNIS – ODD :

Causée par une violente arrestation à Minneapolis, la mort de George Floyd a suscité une indignation mondiale. Floyd est l'une des nombreuses victimes des violences policières disproportionnées dont les Afro-Américains font l'objet aux États-Unis. Si la communauté internationale parvient à atteindre les ODD d'ici à 2030, de telles pratiques discriminatoires pourraient bientôt appartenir au passé. La troisième cible de l'ODD 10 s'attaque à la discrimination et exprime la nécessité de l'égalité des chances : « Assurer l'égalité des chances et réduire l'inégalité des résultats, notamment en éliminant les lois, politiques et pratiques discriminatoires et en promouvant l'adoption de lois, politiques et mesures adéquates en la matière. »²¹



SUSTAINABLE DEVELOPMENT GOALS



Image 1 : ODD, Nations Unies

continents afin d'éradiquer la pauvreté sur notre planète. Ce programme définit 17 « objectifs de développement durable » (ODD) en vue d'atteindre ce but fondamental. Ces 17 objectifs visent à améliorer nos économies, notre environnement et nos conditions de vie de manière durable. Chaque ODD est défini par plusieurs cibles et indicateurs associés utilisés afin de suivre et d'évaluer leur mise en œuvre. Tous les États membres se sont engagés à atteindre les ODD d'ici à 2030.²⁰

Qu'est-ce que l'aide publique au développement ?

La réalisation des ODD repose sur la mise en place de partenariats entre différents acteurs (gouvernements, organisations internationales, organisations de la société civile, universités, etc.) à différents niveaux, y compris au niveau mondial (ODD 17 « Partenariats pour la réalisation des objectifs »). L'un des outils qui contribuent à la réalisation des ODD au niveau international est l'**aide publique au développement** (APD) :

- En bref, l'APD désigne l'aide financière fournie par un gouvernement à un autre. Cette aide publique vise à promouvoir le développement économique et le bien-être des

pays dits en développement.²² Par exemple, l'Allemagne a fourni un total de 23,8 milliards USD d'APD à plusieurs pays en 2019²³, tandis que l'Ouganda a reçu plus de 1,9 milliard USD d'APD la même année, en provenance de plusieurs pays.²⁴ Les racines de l'APD remontent au colonialisme européen, c'est-à-dire à l'occupation de territoires étrangers et à l'exploitation des peuples indigènes de ces territoires au **19e siècle et au début du 20e siècle**. Des puissances coloniales telles que la France, la Belgique, l'Allemagne ou la Grande-Bretagne ont envoyé des fonds vers les territoires occupés d'Afrique ou d'Asie afin d'y construire les infrastructures nécessaires à leur administration coloniale, de renforcer la domination étrangère arbitraire et certains régimes terroristes (entraînant un nombre de morts extrêmement élevé), et d'exploiter les ressources disponibles. Même après l'indépendance des colonies (c'est-à-dire lors de la décolonisation de l'Afrique à partir du milieu des années 1950 jusqu'en 1975), ces mouvements de fonds se sont poursuivis afin de maintenir les liens et l'influence dans les nations autrefois colonisées et nouvellement indépendantes. À cette époque, la notion de « développement » se concentrait sur le concept de croissance économique au profit des régimes coloniaux et servait de prétexte à des projets civilisateurs à grande échelle.²⁵

- **La Seconde Guerre mondiale** a marqué la fin de l'ancien ordre mondial et a accéléré les mouvements d'indépendance des nations précédemment colonisées. De nouveaux concepts étaient nécessaires dans ce monde bipolaire émergent avec ses idées contradictoires de développement (capitalisme vs. communisme) afin de maintenir l'influence des puissances coloniales dans les anciennes colonies. Conçu et mis en place par les États-Unis afin de reconstruire l'Europe occidentale après la Seconde Guerre mondiale, le « Plan Marshall » a été l'un des plus grands programmes d'aide. L'Organisation européenne de coopération économique (OECE) a été fondée en 1948 afin de diriger la mise en œuvre de ce plan. Elle se composait de 18 pays européens, auxquels s'ajoutaient les États-Unis et le Canada.²⁶
- En **1961**, l'« Organisation de coopération et de développement économiques » (OCDE) a vu le jour en tant qu'organisation internationale successeur de l'OECE, afin de promouvoir les échanges économiques et d'améliorer les conditions de vie dans le monde entier.

²² <https://data.oecd.org/fr/oda/apd-nette.htm>

²³ <https://www.oecd.org/fr/cad/financementpourledeveloppementdurable/statistiques-financement-developpement/APD-2019-detail-resume.pdf>

²⁴ <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/DT.ODA.ALLD.CD?locations=UG>

²⁵ <https://reliefweb.int/report/world/history-foreign-aid>

²⁶ <https://www.fernuni-hagen.de/lvuweb/lvu/file/FoUJKSW/2018SS/34612/oeffentlich/34612-7-01-S2+Vorschau.pdf>

²⁷ <http://www.oecd.org/60-ans/>

À l'heure actuelle, plus de 40 pays sont membres de l'OCDE ; ils représentent à eux seuls 80 % du commerce et des investissements mondiaux.²⁷ Parmi les responsabilités de l'OCDE – à proprement parler le Comité d'aide au développement (CAD) – figurent la définition et les lignes directrices de l'APD, c'est-à-dire la manière dont l'APD est attribuée et à quelles fins. Le CAD tient à jour une liste des potentiels pays bénéficiaires de l'APD et publie chaque année un bilan des aides versées.

- ▶ En 1970, les membres de l'OCDE ont convenu de consacrer au moins 0,7 % de leur revenu national brut (RNB) à l'APD. À ce jour, cet objectif n'a jamais été atteint, car les dépenses moyennes des États membres s'élèvent à 0,4 % et seule une poignée d'entre eux atteignent ou dépassent réellement l'objectif fixé.²⁸
- ▶ L'APD est fournie sous **différentes formes** : il peut s'agir de flux financiers tels que des subventions non remboursables et des prêts « à des conditions de faveur » (les bénéficiaires remboursent à un taux d'intérêt (voir les termes du glossaire) bien en dessous du prix du marché), ou d'un soutien technique (par exemple : fourniture de matériel agricole). Il existe des restrictions spécifiques sur ce qui est constitutif d'une APD et sur ce qui n'est pas reconnu comme relevant de l'APD.
- ▶ **Les fonds consacrés à l'APD** sont normalement distribués par une agence nationale et les ministères concernés (du pays donateur) entre différents acteurs (mettant en œuvre des programmes et des projets dans le pays bénéficiaire) tels que les organisations multilatérales (voir les termes du glossaire), les ONG, les gouvernements, les établissements bancaires et les entreprises.
- ▶ Depuis des années, les ONG engagées dans la coopération au développement s'inquiètent de savoir de quelle manière l'APD est utilisée et si elle contribue réellement à favoriser le développement et à éradiquer la pauvreté. Lorsque des pays donateurs incluent des dépenses pour des mesures qui ne contribuent pas vraiment à l'objectif fixé dans le cadre de l'APD totale qu'ils ont fournie à ces pays, CONCORD (réseau européen des ONG d'urgence et de développement) qualifie cela d'« **APD gonflée** ». Les mesures d'aide qui contribuent réellement à la cause initiale sont qualifiées d'« **APD réelle** ».

Cela signifie que nous sommes confrontés, d'une part, à un objectif d'aide internationale qui n'a jamais été atteint depuis

APD RÉELLE OU NON ? – Coûts pour les étudiants internationaux

Les dépenses nationales pour les étudiants des pays en développement (par exemple, les frais universitaires) peuvent également être déclarées comme relevant de l'APD. Au fil des années, la contribution réelle de ces coûts au développement dans le pays d'origine respectif a été remise en question. Après tout, elle dépend du retour de l'étudiant-e, et quand bien même, de la manière dont les connaissances acquises sont utilisées au profit du développement du pays. L'inclusion de ces coûts fausse les chiffres de la véritable aide au développement.²⁹

APD RÉELLE OU NON ? – Coûts des réfugié-e-s dans les pays donateurs

Les pays peuvent inclure dans leurs rapports d'APD ce que l'on appelle les « coûts des réfugié-e-s dans les pays donateurs », ce qui signifie que ces pays n'acheminent aucun fonds ou service vers un pays bénéficiaire de l'APD, mais les utilisent afin de financer l'assistance nécessaire aux personnes réfugiées au niveau national. Ce soutien offre des services importants, mais il ne contribue pas au développement durable dans les pays en développement et ne doit donc pas être déclaré en tant qu'APD.³⁰

plus de 50 ans et, d'autre part, au fait qu'une part importante des coûts déclarés comme relevant de l'APD ne devrait pas être comptabilisée comme telle. Si nous poursuivons sur cette voie, CONCORD estime que nous n'atteindrons pas l'objectif des 0,7 % d'APD réelle avant 2061.

²⁸ https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/IP_20_674

²⁹ <http://www.oecd.org/dac/financing-sustainable-development/development-finance-standards/Evolution%20of%20ODA.pdf>

³⁰ <https://concordeurope.org/tag/aidwatch/>

APD RÉELLE OU NON ? – Le Fonds fiduciaire d'urgence de l'Union européenne pour l'Afrique

En 2015, les dirigeants européens et africains se sont réunis à La Valette, à Malte, pour aborder le sujet de la migration. À cette occasion, ils ont créé le « Fonds fiduciaire d'urgence de l'UE pour la stabilité et la lutte contre les causes profondes de la migration irrégulière et du phénomène des personnes déplacées en Afrique ». Celui-ci a été mis en place afin de permettre la mise en œuvre de réponses rapides à divers facteurs d'instabilité, de migration irrégulière et de déplacement forcé. Une grande partie de l'argent de ce Fonds fiduciaire provient du Fonds européen de développement (FED ; voir les termes du glossaire) et est donc déclarée en tant qu'APD. Le Fonds fiduciaire a depuis lors été critiqué comme un instrument destiné à canaliser l'argent vers des projets qui visent uniquement à mettre fin à la migration irrégulière en Europe, et qui ne contribuent donc pas au développement durable dans les pays bénéficiaires.³¹

RÉFLÉCHISSEZ-Y

L'intégration des migrant-e-s

- Comment votre pays soutient-il les migrant-e-s dans leur processus d'intégration ?
- Quel type d'aide le gouvernement fournit-il ?
- Pensez-vous qu'il y aurait plus à faire (cours de langue, accès à l'école et à l'éducation, accès au travail, etc.) ?

Les demandeurs/ses d'asile dans votre pays

- Savez-vous d'où viennent les demandeurs/ses d'asile dans votre pays ?
- Pourquoi ont-ils/elles quitté leur pays ?

L'utilisation de l'APD

- Quels montants votre pays consacre-t-il à l'APD et de quelle manière sont-ils utilisés (APD gonflée ou réelle) ?

Position sur les voies sûres et légales

- Quelle est la position de votre pays en ce qui concerne les voies de migration sûres et légales ?
- Quelles sont les voies légales pour entrer dans votre pays ?

³¹ https://ec.europa.eu/trustfundforafrica/content/about_en ; https://www-cdn.oxfam.org/s3fs-public/file_attachments/bp-emergency-for-whom-eutf-africa-migration-151117-en_1.pdf

LIENS ENTRE MIGRATION ET DÉVELOPPEMENT

Maintenant que les principes fondamentaux de la migration et du développement ont été expliqués, voyons de quelle manière la migration et le développement sont liés l'un à l'autre.

Les contributions des migrant-e-s

Les personnes migrantes apportent de nombreuses **contributions** à leur **pays de destination**, par exemple :

- ▶ L'enrichissement culturel des arts, de la littérature, du sport, de la musique et de la gastronomie induit par la migration ne fait aucun doute.³²
- ▶ Les migrant-e-s jouent un rôle vital dans le secteur de l'emploi. En effet, ils pourvoient des postes vacants dans des secteurs clés indispensables, créent des emplois et encouragent l'innovation en raison de leur forte implication dans l'entrepreneuriat. Par exemple, la plupart des personnes migrantes en Bulgarie travaillent en tant qu'indépendants et fournissent des emplois aux Bulgares.
- ▶ Des études ont également démontré que les migrant-e-s, en raison de leur structure d'âge généralement plus jeune (par rapport à la population moyenne locale), contribuent davantage au système de sécurité sociale qu'ils ne lui coûtent.³³ En d'autres termes, les personnes migrantes paient davantage d'impôts qu'ils ne perçoivent de prestations sociales de la part du pays d'accueil.

ALLEMAGNE ET TURQUIE – Culture alimentaire enrichie

Le meilleur exemple dans le domaine alimentaire est le « Doner », un plat allemand inspiré de la culture turque. Le Donerkebab, tel qu'il est connu, par exemple, en Allemagne ou en Autriche, n'existe pas en Turquie. En fait, il reflète la fusion des deux cultures et est devenu un fast-food très populaire.

Cependant, les migrant-e-s n'aident pas seulement leur pays de destination, mais aussi leur **pays d'origine** :

- ▶ De nombreuses personnes migrantes soutiennent leur famille restée au pays en lui envoyant de l'argent. Ces mouvements financiers particuliers sont qualifiés de « transfert de fonds » ou « remises ». Les transferts de fonds sont importants pour favoriser le développement dans le pays d'origine en couvrant, bien souvent, les besoins fondamentaux des familles ou en soutenant leur consommation. Bien que les remises dans le monde entier dépassent de loin le montant de l'APD, la majeure partie de l'argent gagné par les migrant-e-s dans leur nouveau pays d'accueil y est également dépensée.
- ▶ Les « transferts sociaux » constituent un autre transfert clé que les migrant-e-s effectuent vers leur pays d'origine. Ils impliquent le transfert de compétences et de savoir-faire que les personnes migrantes partagent également dans leur pays d'origine.

³² <https://www.oecd.org/migration/OECD%20Migration%20Policy%20Debate%20Numero%202.pdf>; <https://www.caritas.eu/common-home-eu/>

³³ <https://www.oecd.org/migration/OECD%20Migration%20Policy%20Debate%20Numero%202.pdf>

AUTRICHE ET OUGANDA – Partage de connaissances

La diaspora ougandaise en Autriche a formé l'« Association de l'amitié austro-ougandaise » qui pratique les transferts sociaux dans un certain nombre d'activités, en partageant par exemple des méthodes et des éléments de didactique pour l'enseignement ou pour la gestion de projets.

ÉTATS-UNIS ET AFGHANISTAN – Soutien aux femmes et aux enfants

Le célèbre auteur américain Khaled Hosseini, dont la famille a quitté l'Afghanistan quand il était enfant, a créé la Fondation Khaled Hosseini, qui aide les femmes et les enfants en Afghanistan en leur offrant nourriture, abri, éducation et soins de santé, ainsi que des possibilités d'autonomisation.

- ▶ Les ODD décrivent les critères de développement que les Nations Unies visent à atteindre au niveau mondial d'ici à 2030.
- ▶ L'APD est un outil clé qui contribue à la réalisation des ODD. Mais le volume et l'utilisation de l'APD peuvent encore être améliorés.
- ▶ Les migrant-e-s sont des acteurs importants du développement, car ils/elles contribuent...
 1. au développement culturel dans leur pays de destination (en matière d'art, de gastronomie, de musique...)
 2. au développement économique du pays d'origine (via les transferts de fonds ou la diaspora/les organisations de soutien/fondations) et du pays de destination (via la consommation, l'entrepreneuriat, le travail dans des secteurs clés...)
 3. au développement social du pays d'origine (par le partage de connaissances, de pratiques...).

Résumé

- ▶ Les migrant-e-s quittent leur pays pour de nombreuses raisons différentes, allant de la seule alternative dont ils disposent pour sauver leur vie à une décision volontaire.
- ▶ Selon les circonstances du pays d'origine, le seul fait d'entrer légalement dans l'UE peut représenter un défi majeur.
- ▶ Pour nous, le développement implique de créer et de renforcer les capacités économiques et sociales de manière durable afin d'éradiquer la pauvreté et la vulnérabilité et de promouvoir la justice sociale. Pour Caritas, l'être humain est au centre de ce processus.

RÉFLÉCHISSEZ-Y

La contribution des migrant-e-s dans votre pays

- ➔ La population de votre pays sait-elle comment les personnes migrantes contribuent à la société, ou est-il encore nécessaire de la sensibiliser ?
- ➔ Quel type de soutien est disponible pour les migrant-e-s qui ne sont pas encore en mesure d'apporter leur propre contribution ?

DÉFINITION DU PLAIDOYER

En termes simples, le « plaidoyer » fait référence au fait de prendre des mesures de manière organisée et systématique afin d'apporter un changement dans un domaine d'intérêt général.

Le changement que vous souhaitez réaliser peut concerner

- ▶ ... les mentalités, les perspectives, les attitudes et les comportements ;
- ▶ ... les politiques et pratiques institutionnelles ;
- ▶ ... le système politique et/ou ses processus.

Pour parvenir à un changement, vous devez aller à la rencontre des parties prenantes (voir les termes du glossaire) concernées pour votre cause et attirer leur attention. En fonction de la manière dont vous souhaitez les atteindre, vous pouvez choisir parmi différents outils de plaidoyer :

- ▶ **Le lobbying** est une approche du plaidoyer qui vise principalement à influencer un projet de loi ou une loi spécifique, parfois par le biais de contacts et de réseaux personnels. Dans la plupart des cas, le public n'est pas impliqué.
- ▶ **L'activisme** est une approche informelle et conflictuelle de la mobilisation qui vise à obtenir une grande visibilité publique. Greenpeace est surtout célèbre pour son activisme, par exemple avec le dépôt d'une baleine morte devant l'ambassade du Japon à Berlin afin de protester contre la chasse à la baleine (2006), ou l'escalade du dôme d'une centrale nucléaire afin de protester contre l'énergie nucléaire (2009).³⁴
- ▶ À la différence de l'activisme, **le conseil** est une approche plus formelle permettant de s'impliquer dans une cause. Vous partagez vos connaissances d'expert sur un problème spécifique avec des personnes qui sont en mesure d'y apporter un changement positif. Par exemple, Caritas dispose d'une grande expertise en matière de services de soins à travers la gestion des maisons de retraite ou de soins. Par conséquent, Caritas agit souvent à titre consultatif lorsque le gouvernement travaille sur une nouvelle politique de soins.

Voir le chapitre 4 pour obtenir des exemples d'actions de plaidoyer.

GRETA THUNBERG – Son message de plaidoyer

Greta Thunberg a publié une lettre ouverte à tous les dirigeant.e.s et chef.fe.s d'État de l'UE leur demandant de commencer à s'attaquer à la crise climatique. Dans cet exemple, les dirigeant.e.s de l'UE et les chef.fe.s d'État sont les responsables politiques/le public cible, tandis que les demandes énumérées dans la lettre (par exemple : « inclure les émissions totales dans tous les chiffres et objectifs, y compris l'indice de consommation et les émissions dues au transport aérien et maritime international ») constituent les messages de plaidoyer.³⁶

Message de plaidoyer et cible

Le changement que vous préconisez entraînera très probablement une demande spécifique, appelée « **message de plaidoyer** ». Vous adressez généralement votre demande à un.e responsable politique et faites référence à des changements de politique ou à des mesures spécifiques que vous souhaitez qu'il/elle prenne en compte.³⁵ La ou les personnes auxquelles vous vous adressez avec votre message de plaidoyer constituent votre « **public cible** ».

Pour la plupart des organisations de la société civile (OSC, voir les termes du glossaire), l'action de plaidoyer est au cœur de leur mission. Chez Caritas, nos activités de plaidoyer visent toujours à améliorer la situation des pauvres et des personnes marginalisées et à accroître leur pouvoir et leur influence. Mais les OSC ne sont pas les seules à défendre activement cette cause. Partout dans le monde, les jeunes défendent avec succès les questions qui leur tiennent à cœur et qui concernent leur communauté.

³⁴ <https://www.greenpeace.de/themen/atomkraft/protest-auf-dem-atomkraftwerk-unterweser> ; <https://www.greenpeace.de/themen/meere/totaler-finnwual-vor-japanischer-botschaft-berlin>

³⁵ <https://advocatesforyouth.org/wp-content/uploads/2019/04/Youth-Activist-Toolkit.pdf>

³⁶ <https://climateemergencyeu.org/>



ÉTATS-UNIS – Amariyanna Copeny

Amariyanna (Mari) a appris très tôt qu'elle n'était pas autorisée à boire l'eau du robinet. Sa ville natale, Flint, était confrontée à une crise de l'eau. Le plomb des vieux tuyaux s'est en effet infiltré dans l'approvisionnement en eau, ce qui l'a rendu toxique. Mari n'avait que huit ans lorsqu'elle a écrit une lettre au président des États-Unis pour lui demander de se rendre à Flint et de constater le problème par lui-même - ce qu'il a fait. La visite de Barack Obama à Flint a attiré l'attention et le soutien de la nation. Depuis lors, Mari a collecté un demi-million de dollars pour des fournitures scolaires, des jouets, des vélos et de l'eau potable, ce qui a permis de changer la vie de plus de 20 000 enfants de la ville.⁵⁰



PAKISTAN – Malala Yousafzai

Malala avait onze ans lorsqu'elle a dû dire au revoir à ses camarades de classe. Les talibans, lorsqu'ils ont pris le contrôle de la région, ont interdit aux filles d'aller à l'école. Malala a commencé à s'exprimer publiquement au nom des filles et de leur droit à l'éducation, ce qui a fait d'elle une cible dans son pays d'origine. Après avoir survécu à une attaque des talibans, Malala a continué d'être l'une des principales militantes de l'éducation des filles et a créé la « Fondation Malala » - une organisation caritative dédiée au soutien des filles (voir le site malala.org). Elle a reçu le prix Nobel de la paix en 2014, devenant ainsi, à seulement 17 ans, la plus jeune lauréate au monde.⁵¹



Royaume-Uni – Amika George

Après avoir lu un article sur des filles qui manquaient l'école au Royaume-Uni parce qu'elles n'avaient pas les moyens d'acheter des produits menstruels comme des tampons, Amika est passée à l'action. Par le biais d'une pétition, d'une campagne (#freeperiods) et de manifestations étudiantes, elle a mis le gouvernement britannique au défi de fournir des produits sanitaires gratuits aux écoliers. En 2019, le gouvernement britannique a annoncé que les écoles secondaires d'Angleterre recevraient un financement supplémentaire permettant de fournir gratuitement des tampons aux jeunes filles issues de familles à faible revenu.⁵²

⁵⁰ <https://www.maricopeny.com/about>

⁵¹ <https://www.malala.org/malalas-story>

⁵² <https://www.freeperiods.org/about-us>

PLANIFICATION DE VOTRE STRATÉGIE DE PLAIDOYER

Maintenant que vous savez en quoi consiste le plaidoyer et pourquoi il est important de s'engager dans un travail de plaidoyer sur les thèmes de la migration et du développement, examinons de plus près les différentes actions possibles.

Trouvez votre sujet

La première étape de la planification de votre stratégie de plaidoyer consiste à identifier le sujet et le problème spécifique que vous souhaitez aborder. Les migrations mondiales et le développement ouvrent un large éventail de questions telles que les causes profondes de la migration, les pays d'accueil ou les contributions des migrant-e-s au développement, pour n'en citer que quelques-unes. Afin de développer une stratégie de plaidoyer tangible, vous devez spécifier votre thème de plaidoyer. Plus vous serez précis, plus il vous sera facile de développer des demandes et des messages de plaidoyer, et de choisir votre public cible ainsi que vos actions.

Pour la planification de ses stratégies de plaidoyer, Caritas fait largement appel à l'outil **Voir, Juger, Agir**, qui remonte à l'origine au Pape Jean XXIII :

« Il y a trois étapes qui devraient normalement être suivies pour la mise en pratique des principes sociaux : l'examen de la situation concrète, la formulation d'un jugement à la lumière de ces mêmes principes, les actions possibles et nécessaires pour mettre en œuvre ces principes. Ces trois étapes sont généralement résumées en trois termes : voir, juger, agir. »⁴⁰

« **Voir, Juger, Agir** »⁴¹ signifie :

Voir : À ce stade, vous explorez les problèmes ou les domaines qui nécessitent une action.

- ▶ Écoutez et observez :
 - Que se passe-t-il ?
 - Quelle est la situation ?
 - Quelle est la réalité vécue par les personnes impliquées ?
 - Comment sont-elles impactées par la situation ?
 - Pourquoi cela arrive-t-il ?

- ▶ Comment vous sentez-vous face à ce problème ou à cette expérience ?
 - De quelle manière cela vous touche-t-il personnellement ?
 - Comment êtes-vous lié à cette situation ?

Juger : À l'étape suivante, vous analysez le problème ou le domaine concerné afin de décider quel changement est nécessaire et si vous êtes bien placé pour le défendre.

- ▶ Analysez l'injustice, le contexte politique, les parties prenantes et le contexte externe. Utilisez les principes/directives suivants pour vous aider dans votre analyse :
 - La doctrine sociale de l'Église catholique
 - Déclaration universelle des droits de l'homme
 - Expériences propres
- ▶ Formulez un jugement éclairé :
 - Que faudrait-il faire ?
 - Quel changement est nécessaire ?

Agir : En dernier lieu, vous devez identifier les actions susceptibles d'apporter le changement souhaité.

- ▶ Quelles étapes sont nécessaires pour changer la situation ?
 - Quelles actions devez-vous entreprendre ?
 - Comment pouvez-vous vous attaquer aux causes profondes ?
 - Comment pouvez-vous plaider pour un changement structurel ?

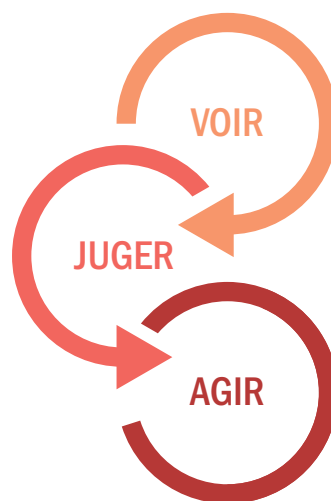


Image 2 : Voir, Juger, Agir, Caritas Europa.

⁴⁰ Pape Jean XXIII, *Mater et Magistra*, 1961

⁴¹ Caritas Europa

Principes clés de la doctrine sociale de l'Église catholique :

- ▶ Le caractère sacré et la valeur de la vie humaine.
- ▶ Le droit et le devoir de chacun de participer à la société, de rechercher le bien commun et le bien-être de tous.
- ▶ La protection des droits humains.
- ▶ Accorder la priorité aux pauvres et aux vulnérables.
- ▶ Nous formons une seule et même famille humaine, quelles que soient nos différences nationales, raciales, ethniques, économiques et idéologiques.
- ▶ La protection de tout ce que Dieu a créé.
- ▶ L'économie doit être au service des populations, et non l'inverse.

Outils pour votre analyse

L'**arbre à problèmes**⁴² est un outil qui peut être très utile si vous avez déjà identifié un problème, mais que vous ne savez pas encore exactement comment plaider pour le changement. Les

racines représentent les causes du problème ; le tronc de l'arbre symbolise le problème lui-même, et les feuilles représentent le ou les effets du problème. Une fois que vous avez tout rempli, vous pouvez commencer à réfléchir aux solutions possibles. C'est ce que l'on appelle l'« **arbre à solutions** » :

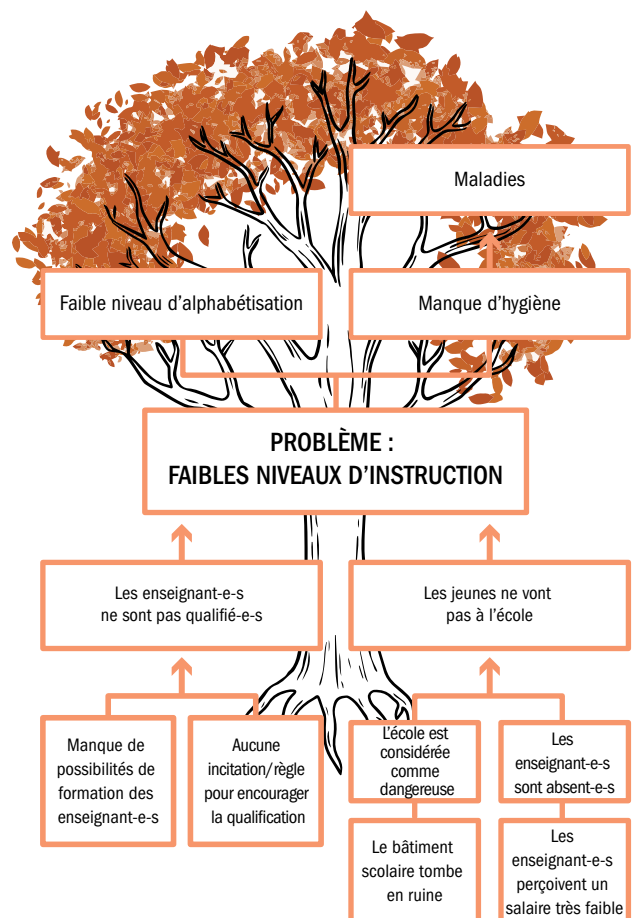
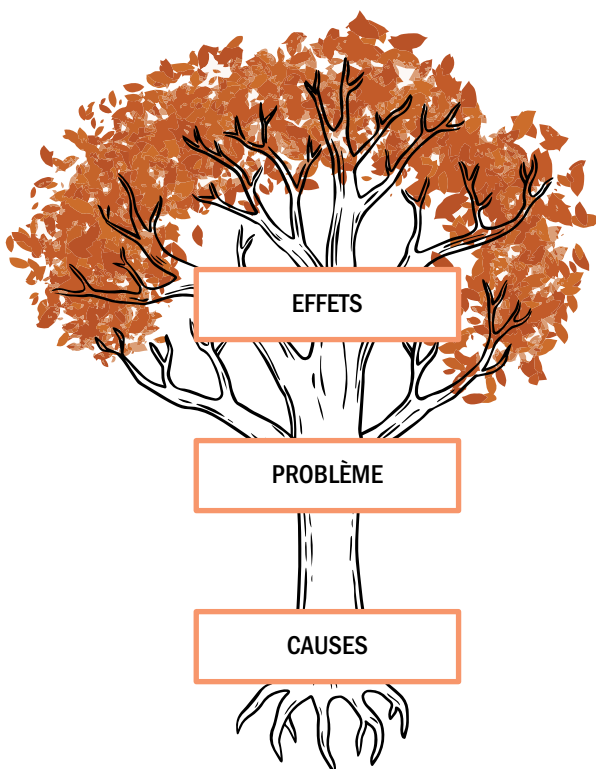


Image 3 : Arbre à problèmes, Plan International.

Image 4 : Arbre à problèmes 2, Plan International.

⁴² <https://plan-international.org/publications/advocacy-toolkit/#download-options>

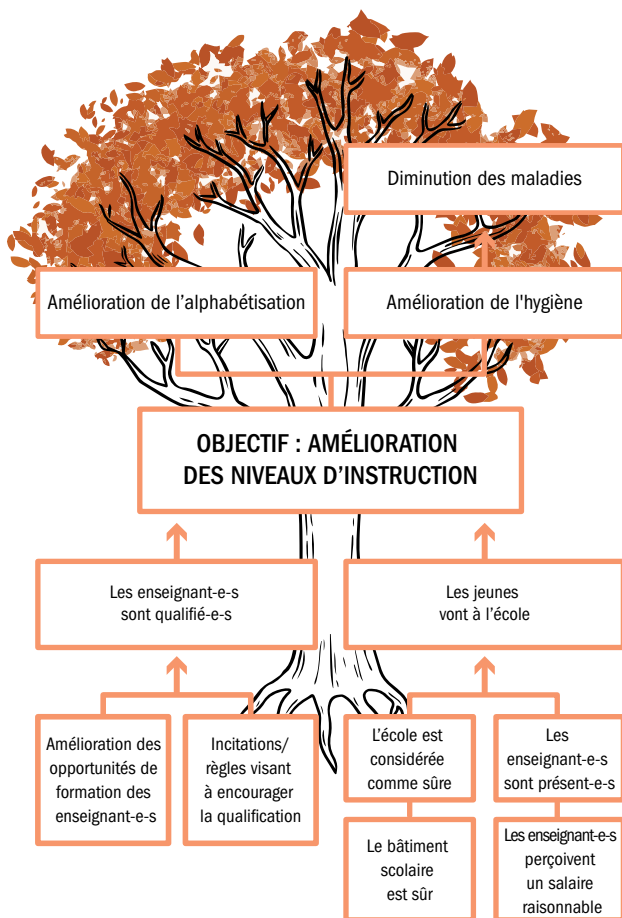


Image 5 : Arbre à solutions, Plan International.

Identifiez votre public cible

Utilisez la cartographie du pouvoir⁴³

Après avoir clarifié votre sujet de plaidoyer, vous devez identifier les parties prenantes dans une étape suivante. Les parties prenantes sont intéressées par le sujet que vous souhaitez défendre et peuvent soit l'affecter, soit en être affectées. Incluez celles qui

- ▶ sont responsables de la création du problème ;
- ▶ ont le pouvoir de résoudre le problème ;
- ▶ sont géographiquement pertinentes pour le problème ;
- ▶ travaillent à la résolution du problème ;
- ▶ et bien sûr, vous et votre groupe

Ensuite, prenez votre liste de parties prenantes qui sont pertinentes vis-à-vis de votre problème/domaine et placez-les sur la grille ci-après en fonction de leur niveau d'approbation des messages de plaidoyer et de leur pouvoir :

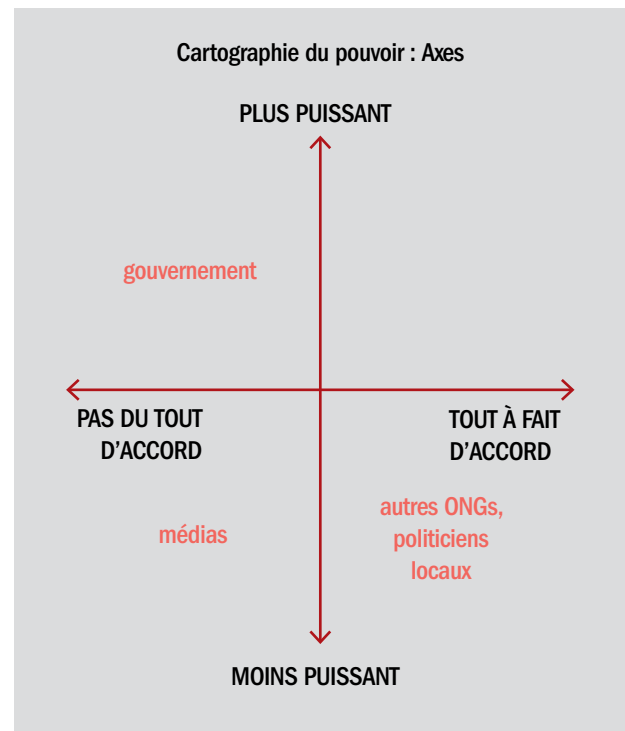


Image 6 : Cartographie du pouvoir, Beautiful Rising.

Votre **cible principale** idéale serait une personne qui est tout à fait d'accord avec vous et qui est puissante en même temps - ce qui est rarement le cas. Par conséquent, choisissez votre cible avec soin - vous trouverez souvent une personne très puissante qui est (fortement) en désaccord avec vous. Avec une telle cible, la meilleure option est de travailler sur le long terme afin de construire une relation qui vous aide à comprendre ce qui l'influence. Il est possible que la collaboration avec des cibles qui sont d'accord avec vous mais qui ont moins de pouvoir ne conduise pas à des résultats directs. Néanmoins, elle pourrait ouvrir la porte à des cibles ou à des alliés plus importants qui ajouteront leur voix à votre campagne, ou à des informateurs qui ont accès à des informations cruciales.

⁴³ <https://plan-international.org/publications/advocacy-toolkit/#download-options> ; <https://www.beautifultrouble.org/toolbox/#/tool/power-mapping>

Cartographiez vos cibles et vos liens

Une fois que vous avez identifié votre cible principale, cartographiez les relations de pouvoir autour d'elle :

- ▶ Qui entretient des relations étroites avec votre cible ?
- ▶ Y a-t-il des alliés potentiels qui ont déjà établi des relations avec votre cible ?
- ▶ Qui pourrait réussir à les faire changer d'avis ?
- ▶ N'oubliez pas de vous inclure également.

Cet exercice vous aidera à effectuer un choix judicieux quant à la personne à contacter, et à voir de quelle manière aborder votre cible. Vous pouvez l'utiliser pour votre cible principale ainsi que pour toutes les cibles secondaires que vous avez choisies.

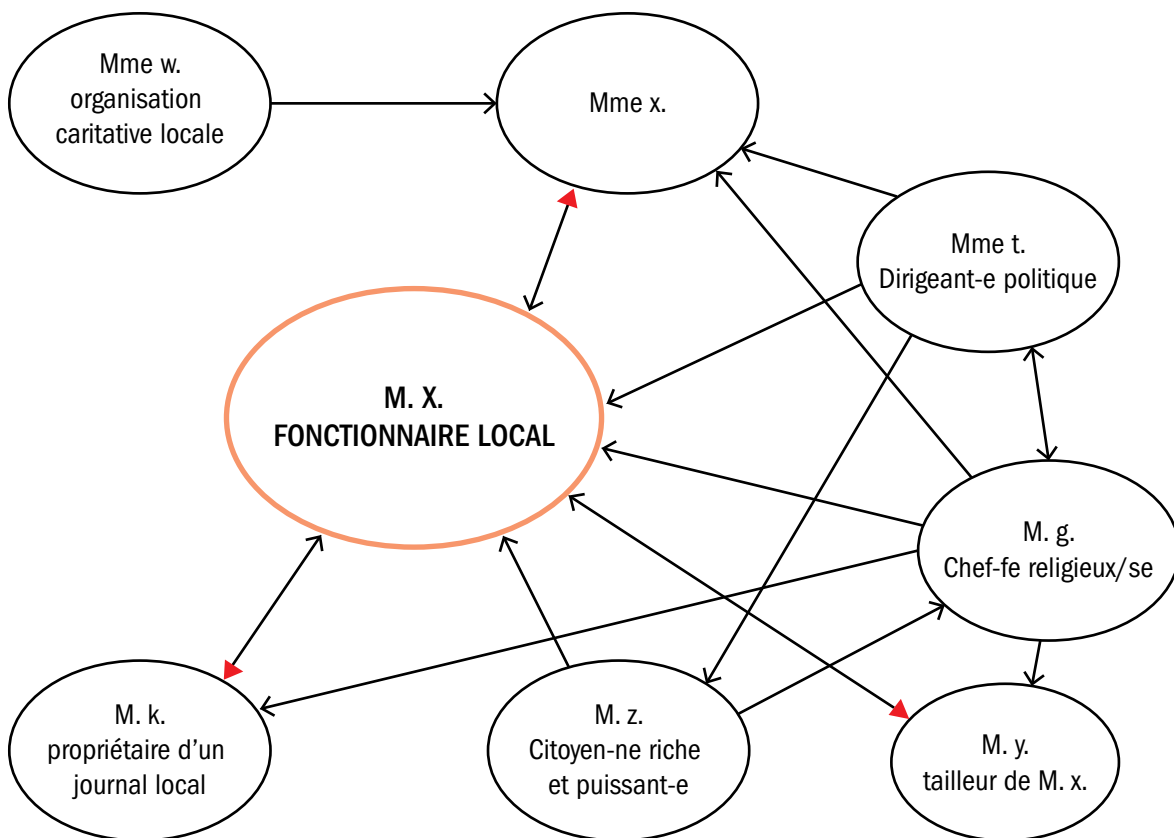


Image 7 : Relations de la cartographie du pouvoir : Beautiful Rising.

Développez vos actions

La **théorie du changement**⁴⁴ est un outil puissant qui vous permet de cartographier votre initiative de plaidoyer en définissant le changement que vous souhaitez voir dans le monde, mais aussi comment, pourquoi et avec qui vous prévoyez que vos actions réalisent ce changement.

Étape 1 : Définissez le changement que vous souhaitez concrétiser (situation souhaitée dans X années).

Étape 2 : Nommez les parties prenantes/le public cible et le changement que vous souhaitez voir se matérialiser.

- ▶ Commencez par : une bonne analyse des parties prenantes ! Dressez une liste de tous les acteurs clés qui doivent changer.
- ▶ Précisez le changement que vous souhaitez apporter aux différents acteurs.
- ▶ Définissez les liens entre les acteurs (la manière dont ils s'influencent les uns les autres).

Étape 3 : Identifiez les actions que vous souhaitez mener.

- ▶ Comment allez-vous faire apparaître le changement ?

- ▶ Sélectionnez des stratégies et des interventions (campagne, tables rondes, pétitions, etc.).

Étape 4 : Décrivez les hypothèses qui faciliteraient vos actions.

- ▶ Par exemple : Les responsables politiques élaborent de nouvelles politiques si le soutien public est suffisant.
- ▶ La question à laquelle vous devez répondre ici est : Pourquoi pensez-vous que le changement se produira ? Notez votre hypothèse.
- ▶ L'objectif de cette démarche est de sélectionner les actions les plus adaptées à la réussite de votre stratégie.

Étape 5 : Vérifiez la logique de la démarche que vous avez élaborée afin de mener au changement désiré.

- ▶ Atteignez-vous les changements et l'impact souhaités en utilisant cette stratégie ?
- ▶ Tous les principaux acteurs sont-ils impliqués ?
- ▶ Assurez-vous que vos hypothèses sur la dynamique du changement sont logiques.

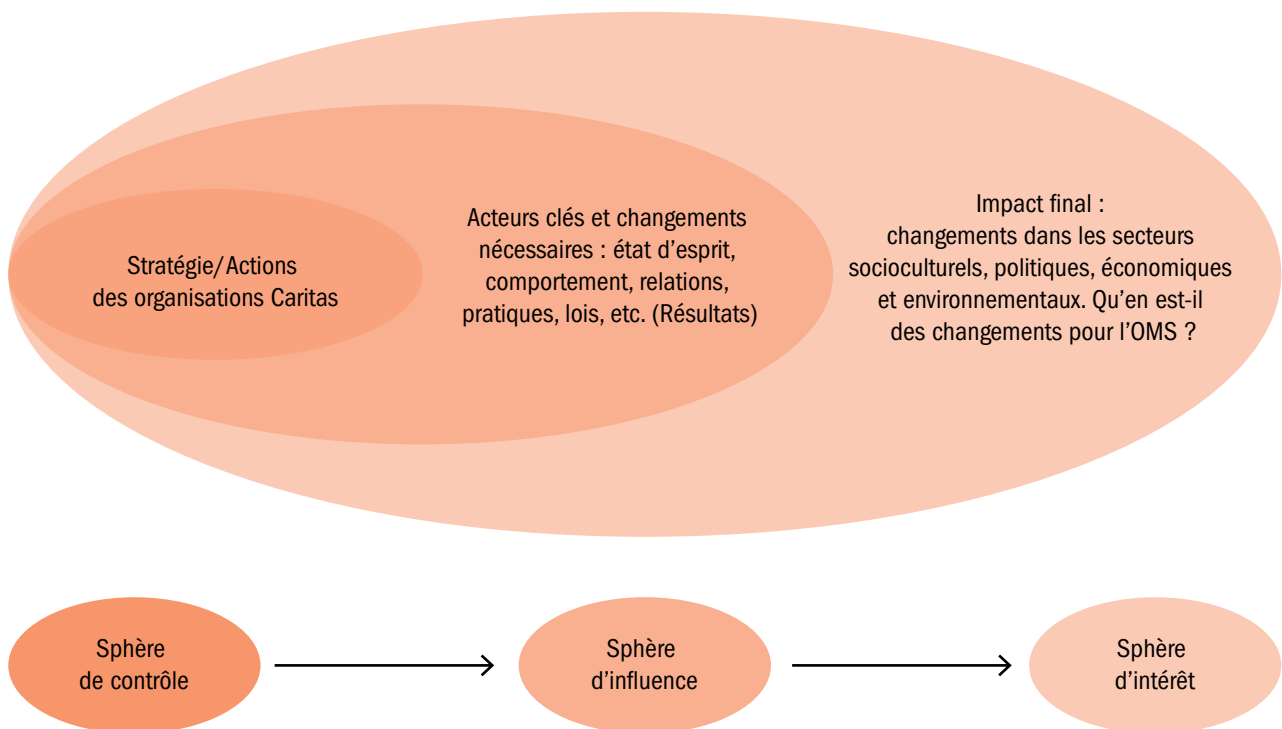


Image 8 : Théorie du changement : Caritas Europa.

⁴⁴ Caritas Europa

Développez vos messages

Créez votre Maison des messages⁵⁹

Au cœur de votre stratégie de plaidoyer se trouvent le ou les messages clés et la déclaration générale qui soulignent le changement que vous souhaitez voir. Vos messages doivent être clairs et faciles à communiquer : ils doivent capter l'attention du public et le convaincre de vous soutenir.

- ▶ **Votre toit**
 - ▷ Message clé ou thème général
 - ▷ Répondez à des questions telles que :
 - Quel est le public cible ?
 - Quels sont ses besoins, ses inquiétudes, ses préoccupations ?
 - Quel est le problème que vous souhaitez aborder ?
 - Quelle est votre solution ?
 - Quelle est la critique à laquelle vous êtes le plus susceptible de devoir faire face ?
 - Comment répondez-vous ou contournez-vous cette critique ?
 - Quel est l'appel à l'action que vous souhaitez voir les cibles adopter ?
- ▶ **Vos murs**
 - ▷ Vos principaux messages qui soutiennent le « toit »
 - ▷ Formulez le cœur de vos messages
 - ▷ Créez trois à quatre murs (messages)
 - ▷ Répondez à des questions telles que :
 - De quelles informations la cible a-t-elle besoin pour l'aider à avancer sur la voie de la décision à prendre ?
 - En quoi notre solution améliore-t-elle/aide-t-elle le/la responsable politique ?
 - Quels sont les avantages et la valeur de la demande formulée dans le cadre de votre action de plaidoyer ?
- ▶ **Vos fondations**
 - ▷ Faits, preuves, points de validation ou arguments
 - ▷ Répondez à des questions telles que :
 - Quels sont les faits à l'appui de vos arguments ?
 - Qui est d'accord avec vous ?
 - Que dit votre propre expérience ? (Par exemple, chez Caritas, nous sommes en contact direct avec les pauvres et les marginalisé-e-s - que pouvez-vous tirer de cette information ?)
 - Quelle est votre crédibilité ?
 - Pourquoi un responsable devrait-il vous écouter ?
 - Quelle solution spécifique proposez-vous ?

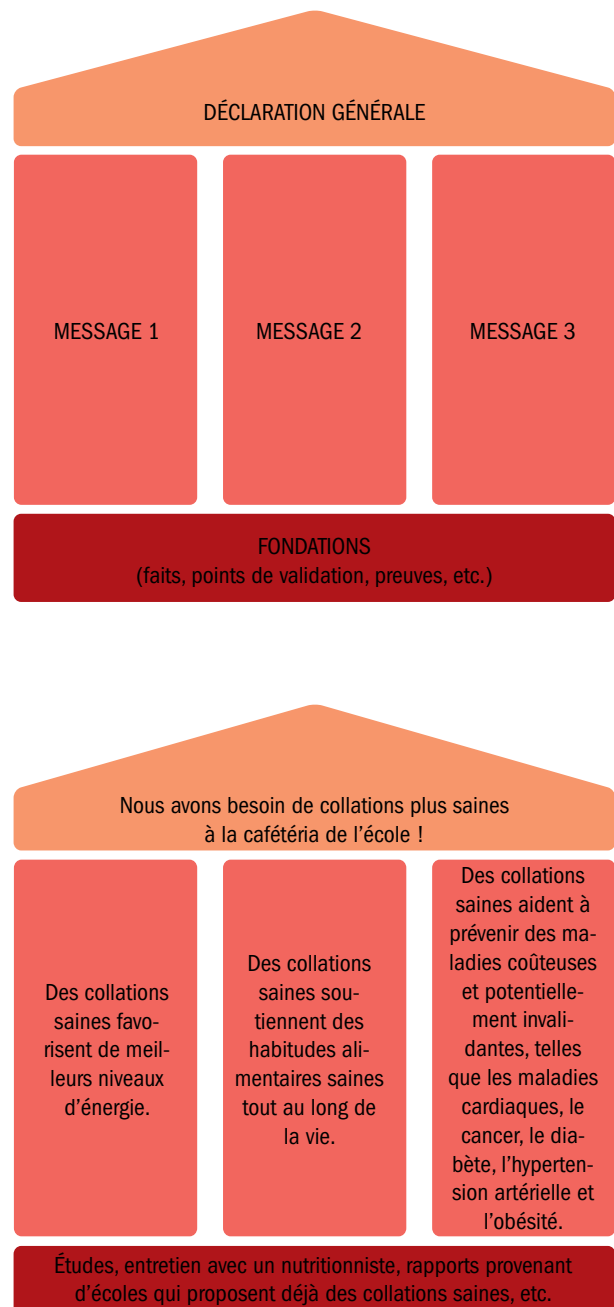


Image 9 : Maison des messages, Caritas Europa.

⁴⁵ Caritas Europa

Adaptez votre message grâce à la pyramide de communication

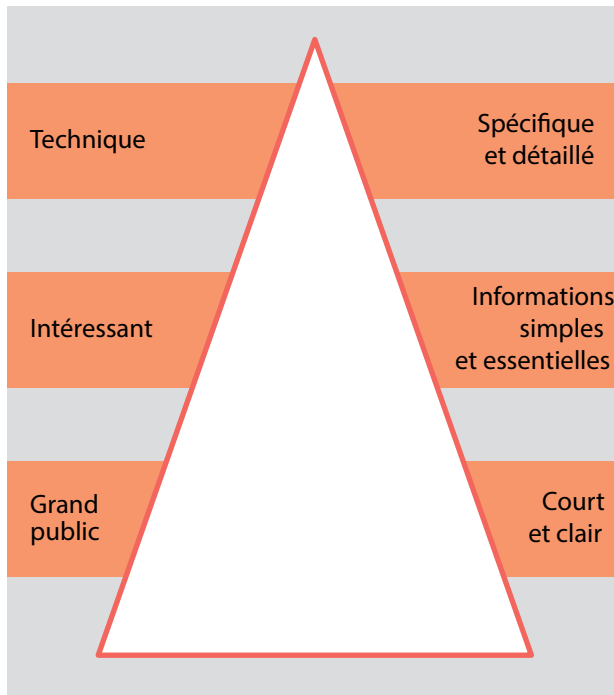


Image 10 : Pyramide de communication, Caritas Europa.

L'objectif de cet outil est de vous assurer que tous vos arguments sont clairs, précis et concis, et que vos messages sont spécifiquement adaptés aux différents groupes cibles, car cela vous permettra de vous concentrer sur ce qui est important pour chaque groupe spécifique. Gardez la déclaration générale au premier plan, car elle vous aidera à assurer la cohérence de tous les messages et de tous les positionnements.

Histoire de soi, de sa communauté, et de l'instant présent⁴⁶

Une bonne histoire ou un bon message constitue un moyen de persuasion très puissant. Cet outil vous aide à élaborer une histoire qui parle aux autres, ce qui vous permet de faire passer votre message. Il est composé de trois histoires qui ne doivent pas dépasser une durée totale de cinq minutes.

- ▶ L'histoire de soi. Il doit s'agir de votre histoire personnelle, qui explique pourquoi vous avez décidé de travailler sur un problème ou une question spécifique : les difficultés rencontrées, les choix opérés et les résultats obtenus.
- ▶ L'histoire de sa communauté. Cette partie se concentre sur la communauté : les difficultés rencontrées, les valeurs partagées, etc. Cette histoire doit inspirer les autres, les amener à s'identifier à votre cause à travers vos valeurs communes, et les inciter à répondre à votre appel à l'action.
- ▶ L'histoire de l'instant présent. Ici, vous pouvez expliquer ce que vous pourriez accomplir ensemble, ou les conséquences qui pourraient découler de toute inaction. À la fin, vous devez formuler clairement votre appel à l'action (par exemple : « Signez notre pétition »).

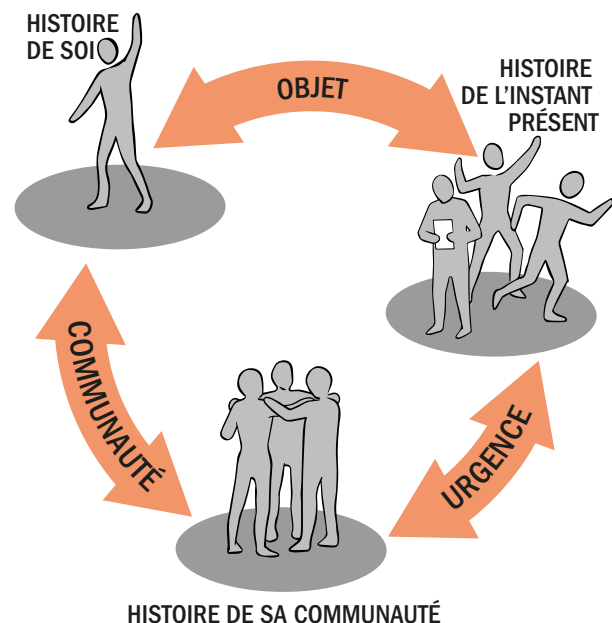


Image 11 : Histoire de soi, de sa communauté, et de l'instant présent, Beautiful Rising.

⁴⁶ <https://www.beautifultrouble.org/toolbox/#/tool/story-of-self-us-and-now>

Outils avancés

Cette section présente des outils qui nécessitent une certaine expérience organisationnelle, raison pour laquelle ils sont qualifiés d'« outils avancés ». Nous les recommandons à toutes et tous ceux qui possèdent déjà une certaine expérience du travail de groupe et/ou qui œuvrent aux côtés de Caritas depuis au moins un an.

Appliquez l'analyse SWOT⁴⁷

Cet outil vous aide à évaluer votre situation et votre capacité à résoudre les questions/problèmes. En analysant soigneusement les points forts et points faibles internes, ainsi que les possibilités et risques externes, vous serez en mesure d'identifier différentes options :

- ▶ Le meilleur scénario serait de travailler sur une question de plaidoyer où les points forts de votre organisation et les possibilités externes se rejoignent (par exemple : le gouvernement envisage d'adopter une nouvelle loi sur le logement pour les sans-abri, un domaine dans lequel votre organisation possède une certaine expertise).
- ▶ Une occasion manquée correspondrait à un problème de plaidoyer impliquant une possibilité externe mais manquant un point fort interne au sein de votre organisation (par exemple : votre organisation ne possède aucune expertise dans le domaine des réformes proposées ou un personnel insuffisant pour entreprendre des actions supplémentaires).
- ▶ Une possibilité de mobilisation concernerait un domaine lié à votre point fort interne qui ferait face à un risque externe (par exemple : un projet de loi qui réduirait la marge de manœuvre de la société civile).
- ▶ Et le pire scénario serait toute situation où les points faibles de votre organisation et les risques extérieurs se rejoignent.

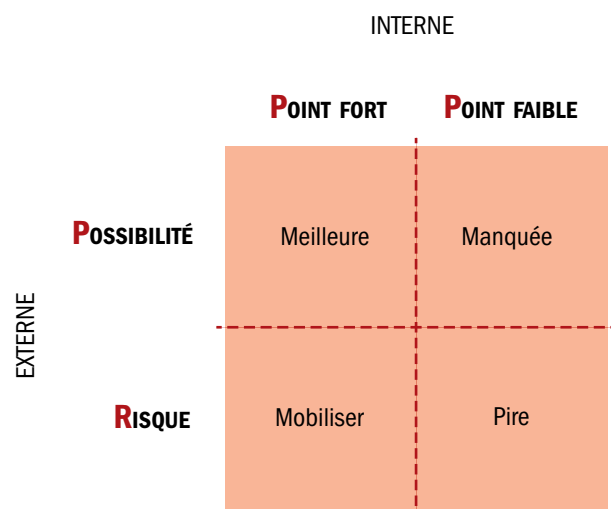


Image 12 : SWOT, Source : Beautiful Rising.

⁴⁷ <https://www.beautifultrouble.org/toolbox/#/tool/swot>

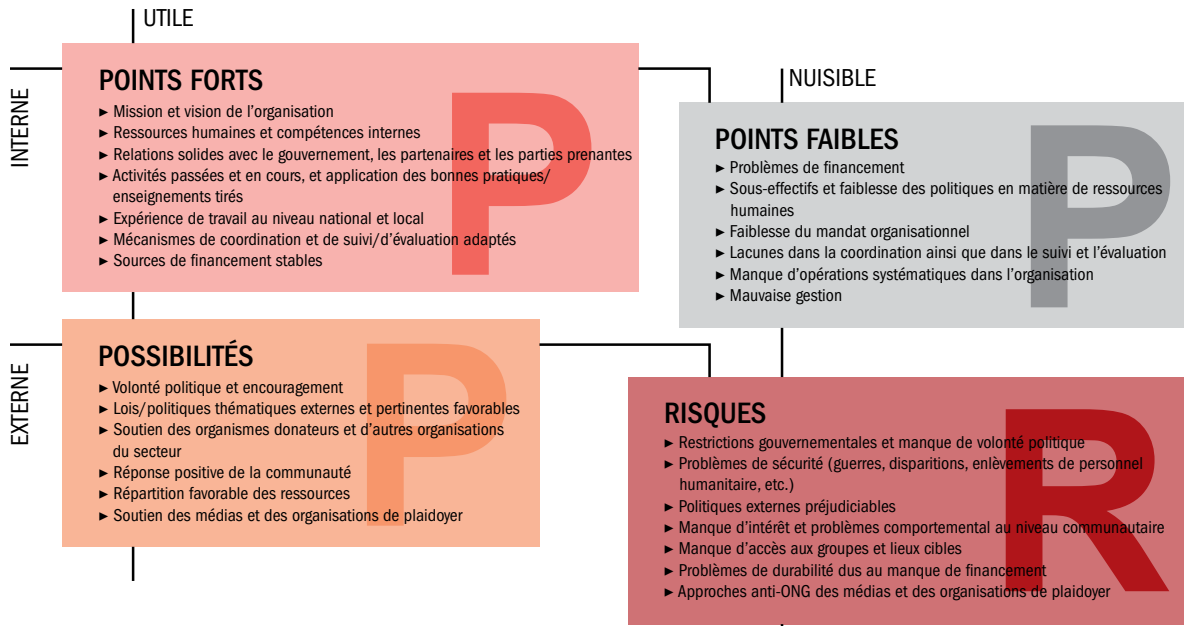


Image 13 : Analyse SWOT 2⁴⁸ pour une organisation non gouvernementale, Creatly.

La matrice décisionnelle⁴⁹

Cette matrice est un outil qui peut vous aider à hiérarchiser vos demandes de plaidoyer. Son utilisation nécessite une connaissance détaillée du sujet traité ainsi que de votre organisation.

Exemple de matrice des priorités : Logements pour les réfugiés

	Un meilleur accès au logement social pour les réfugié-e-s	Des subventions pour les projets de logement	Davantage de logements sociaux pour l'ensemble des personnes défavorisées
Acceptabilité sociale	1	2	3
Pertinence	3	1	2
Faisabilité	1	2	3
Dignité humaine	2	1	3
Subsidiarité	1	3	2
SCORE	8	9	13

- (1) Hiérarchisez les stratégies pour chaque critère.
3= la plus intéressante
1= la moins intéressante

- (2) Score total pour chaque stratégie.

Remarque : les résultats de la matrice des priorités doivent appuyer la discussion sur les stratégies mais **ne doivent pas la remplacer**.

Image 14 : Matrice décisionnelle, Caritas Europa.

Exemples d'actions de plaidoyer

La dernière étape de la création de votre stratégie de plaidoyer consiste à sélectionner les actions qui vous aideront à réaliser le changement souhaité. Il existe d'innombrables actions différentes, et il n'y a pas de bon ou de mauvais choix. Le fait qu'une action soit bonne ou mauvaise pour vous dépend entièrement de votre message de plaidoyer et de votre public cible. Une action qui fonctionne très bien pour quelqu'un qui souhaite modifier la législation nationale peut s'avérer inappropriée pour tenter de sensibiliser le public local.

L'un des moyens d'apporter des changements consiste à **travailler directement avec les responsables politiques**, car ils/elles sont les principaux acteurs de la mise en œuvre des changements nécessaires. Un moyen très simple et direct d'établir un contact avec eux/elles consiste à leur écrire une lettre ou un email expliquant pourquoi vous êtes préoccupé par le problème en question et ce que vous aimeriez qu'ils/elles fassent, puis de leur demander un entretien afin de discuter du problème. Ils/elles reçoivent probablement un grand nombre d'emails, d'appels et de courriers, de sorte que vous devrez peut-être attendre avant de recevoir une réponse. Si vous n'avez pas obtenu eu de réponse dans les deux semaines qui suivent, relancez-les. Une fois que vous serez parvenu à arranger une réunion, assurez-vous d'être bien préparé-e : Soyez clair sur ce que vous souhaitez obtenir et sur la manière dont vous aimeriez que ce-tte politicien-ne, en particulier, vous aide. En outre, si vous éprouvez des difficultés à vous entretenir avec cette personne, vérifiez s'il existe une possibilité de visite « sans rendez-vous » permettant aux citoyen-ne-s de partager leurs préoccupations.⁵⁰

⁴⁸ <https://creately.com/diagram/example/g86yfnj3/SWOT+Analysis+of+a+NGO>

⁴⁹ Caritas Europa

⁵⁰ <https://www.unicef.org/uk/working-with-young-people/youth-advocacy-toolkit/>



© Avec l'aimable autorisation des ayants droits concernés.

JANA – S'adresser aux politiques par le biais de lettres ouvertes et commenter la nouvelle législation

Jana (24 ans) est une ambassadrice des ODD⁵¹. Elle préconise actuellement le remplacement des bouteilles en plastique par des bouteilles en verre dans les écoles de la région. Afin de se faire entendre, elle a écrit des lettres ouvertes aux responsables politiques concernés et a formulé des commentaires sur la nouvelle législation. Son conseil est de ne pas hésiter à prendre contact avec les politiques : Ce sont des généralistes et, bien souvent, il est possible qu'ils ne sachent pas tout sur l'ensemble des sujets qu'ils abordent. En général, ils sont intéressés à parler à quelqu'un qui a une passion et une expertise dans un domaine spécifique - et cela pourrait être vous !



© Avec l'aimable autorisation des ayants droits concernés.

AMINA – Rencontre avec le ministre de la Justice

Amina (19 ans) travaille sur le projet « POW!ER - Peers against the Oppression of Women through Empowerment and Awareness raising » (Les pairs luttent contre l'oppression des femmes grâce à l'autonomisation et la sensibilisation)⁵² : Son objectif est d'attirer l'attention sur les discours de haine en ligne et sur la cyberviolence à l'égard des femmes et des filles, d'éduquer les gens à ce sujet et de fournir aux victimes une plateforme leur permettant de partager leur histoire. Amina et deux autres jeunes femmes du projet travaillent actuellement sur une exposition intitulée « Visible », qui présentera des commentaires haineux ainsi que des histoires personnelles de femmes et de filles touchées par ce phénomène. Le ministre national de la justice, qui est en train de promulguer une nouvelle loi contre la haine sur Internet, a pris connaissance de ce projet par le biais des médias locaux et a invité Amina et ses collègues. Ce fut une excellente occasion pour Amina de présenter son projet et de discuter de ses idées directement avec le ministre en charge de cette nouvelle loi, espérons-le, reflétera certains des enseignements tirés du projet.

Lors de la mise en œuvre d'actions, c'est toujours une bonne idée de chercher des alliés susceptibles de vous aider à atteindre votre objectif. Il est possible qu'un allié soit déjà en train d'effectuer certaines des actions que vous envisagez de réaliser, ou qu'il existe un allié capable de vous aider à diffuser votre message, ou disposant d'un contact direct avec les responsables politiques auxquels vous souhaitez vous adresser. N'hésitez pas à les contacter !

Autres **actions**⁵³ que vous pouvez utiliser **pour prendre contact avec les responsables politiques** :

- ▶ Préparez un **document d'information** et invitez les responsables politiques à l'événement inaugural.

- ▶ Organisez une **table ronde publique** et invitez les responsables politiques à y assister.
- ▶ Créez une **pétition** : Le document doit être court et précis. Il doit mentionner clairement l'action que vous demandez au destinataire d'entreprendre et expliquer les raisons pour lesquelles les gens devraient la signer. Son format peut être la fois en ligne et hors ligne.
- ▶ La **sensibilisation** du grand public constitue une autre option permettant d'apporter le changement souhaité. Bien qu'elles ne ciblent pas directement les responsables politiques, ces actions peuvent tout de même avoir un impact, car les responsables politiques sont des représentant-e-s élu-e-s par la population. Il est de leur devoir d'être à l'écoute de ses préoccupations et d'en être les représentant-e-s.

⁵¹ <https://www.caritas-vorarlberg.at/spenden-belfen/auslandshilfe/engagieren/jugendbotschafter/>

⁵² <https://www.caritas-wien.at/power/>

⁵³ http://fileservr.idpc.net/library/advocacy_toolkit.pdf



© Avec l'aide de l'autorisation des ayants droits concernés.

DILEK – #partofthepuzzle et #nicetomeetyou

Dilek (25 ans) a rejoint Young Caritas il y a plusieurs années. Parmi les premières activités qu'elle a organisées figurait le projet #partofthepuzzle par le biais duquel elle et ses collègues ont interrogé des réfugié-e-s sur leurs attentes. Elles ont ensuite traduit ces souhaits en plusieurs langues et créé une immense affiche qu'elles ont exposée dans le centre-ville. Grâce à cette action et à d'autres, Dilek a appris que les personnes réfugiées désiraient être davantage en contact avec les Autrichiens. Avec le soutien de son bureau local, Dilek a ensuite co-créé le projet #nicetomeetyou⁵⁴, un projet de soutien par les pairs qui a été mis en place afin d'aider les réfugié-e-s et les nationaux à entreprendre des activités conjointes. Ce projet a permis à de nombreuses personnes de rencontrer des réfugié-e-s pour la première fois de leur vie et de mieux comprendre leur situation et leurs préoccupations, mais aussi leurs aspirations et leurs espoirs.



© Avec l'aide de l'autorisation des ayants droits concernés.

VERONIKA – Grèves scolaires, manifestations et expositions artistiques

Veronika (24 ans) fait partie du groupe Fridays For Future⁵⁵. Ce groupe prône la justice climatique ainsi que le respect de l'Accord de Paris, lequel vise à limiter le réchauffement climatique à 1,5 degré Celsius. À cette fin, Veronika a organisé des grèves scolaires, des manifestations et des flash mobs. Elle et ses collègues ont également organisé une exposition artistique devant le siège social de l'OMV (l'Administration autrichienne des huiles minérales), ce qui a permis de donner de la visibilité à leurs demandes de plaidoyer.

⁵⁴ <https://wien.youngcaritas.at/aktionen/thema/nicetomeetyou>

⁵⁵ <https://fridaysforfuture.at/>

Actions de sensibilisation inspirantes

Il existe un vaste choix d'actions de sensibilisation⁵⁶ que vous pouvez mener :

- ▶ **Flash mobs**⁵⁷ : il s'agit d'un événement public spontané, contagieux et souvent festif qui utilise les médias sociaux et le bouche-à-oreille pour rassembler des personnes à court terme dans un lieu et à un moment précis.
- ▶ **Bannière humaine**⁵⁸ : il s'agit d'une image étonnante créée par des personnes qui se positionnent de manière à former un mot ou un slogan.
- ▶ **Campagne sur les réseaux sociaux** : il s'agit d'un excellent moyen de vous assurer que votre message atteint le public visé. Utilisez les mêmes hashtags sur tous les canaux.
- ▶ **Pétition** : plus vous obtenez de signatures, plus vous êtes en mesure d'afficher le soutien apporté à votre campagne.
- ▶ Organisez un **spectacle ou une exposition publique** : il s'agit d'une manière créative et amusante de sensibiliser le public et de susciter son enthousiasme.
- ▶ Organisez **des événements** : ils peuvent vous aider à sensibiliser votre communauté au problème concerné.
- ▶ Contactez **les médias** : faites participer votre journal ou votre station de radio local(e) et améliorez la visibilité de votre campagne.
- ▶ Rédigez un **article de blog** : vous pouvez utiliser votre propre blog ou contacter une organisation susceptible de le publier pour vous.

Évaluez

Une fois que vous avez mis en œuvre votre ou vos action(s) de plaidoyer, n'oubliez pas d'évaluer le résultat obtenu par rapport au changement souhaité :

- ▶ Qu'est-ce qui a bien fonctionné ?
- ▶ Qu'est-ce qui a moins bien fonctionné ?
- ▶ Qu'est-ce qui a partiellement fonctionné ?
- ▶ Qu'est-ce qui a changé depuis que vous avez commencé à planifier votre stratégie ?

Soyez aussi honnête que possible, car seule une évaluation réaliste de votre travail et des changements en cours vous permettra de tirer le meilleur parti de cette analyse : Si vos actions ont abouti et que le changement envisagé s'est bien produit, vous pouvez revenir à l'étape « Voir » au début de ce chapitre et chercher un nouveau problème sur lequel travailler. Si vous avez partiellement réussi ou échoué, vous devrez peut-être revenir à l'étape « Juger » afin de réévaluer le changement que vous aimeriez voir apparaître, ou à l'étape « Agir » pour réexaminer les actions que vous avez choisies et voir si un ajustement est nécessaire. C'est ce que l'on appelle le **cycle de plaidoyer** :

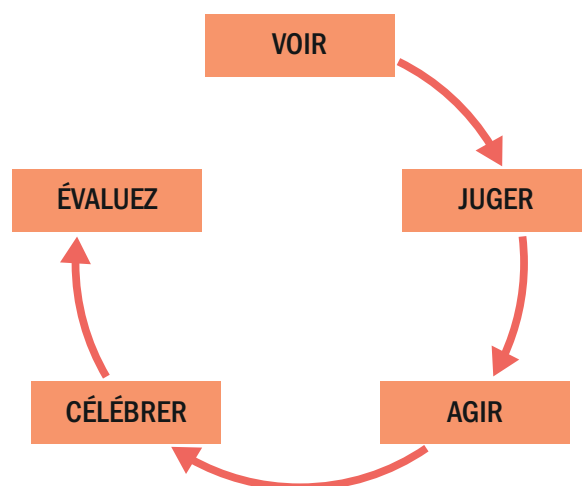


Image 15 : Cycle de plaidoyer, Caritas Europa.

RÉFLÉCHISSEZ-Y

Renforcement des coalitions :

- Essayez de trouver des individus ou des organisations qui partagent les mêmes idées afin de maximiser vos efforts.

⁵⁶ <https://www.unicef.org/working-with-young-people/youth-advocacy-toolkit/>

⁵⁷ <https://www.beautifultrouble.org/toolbox/#/tool/flash-mob>

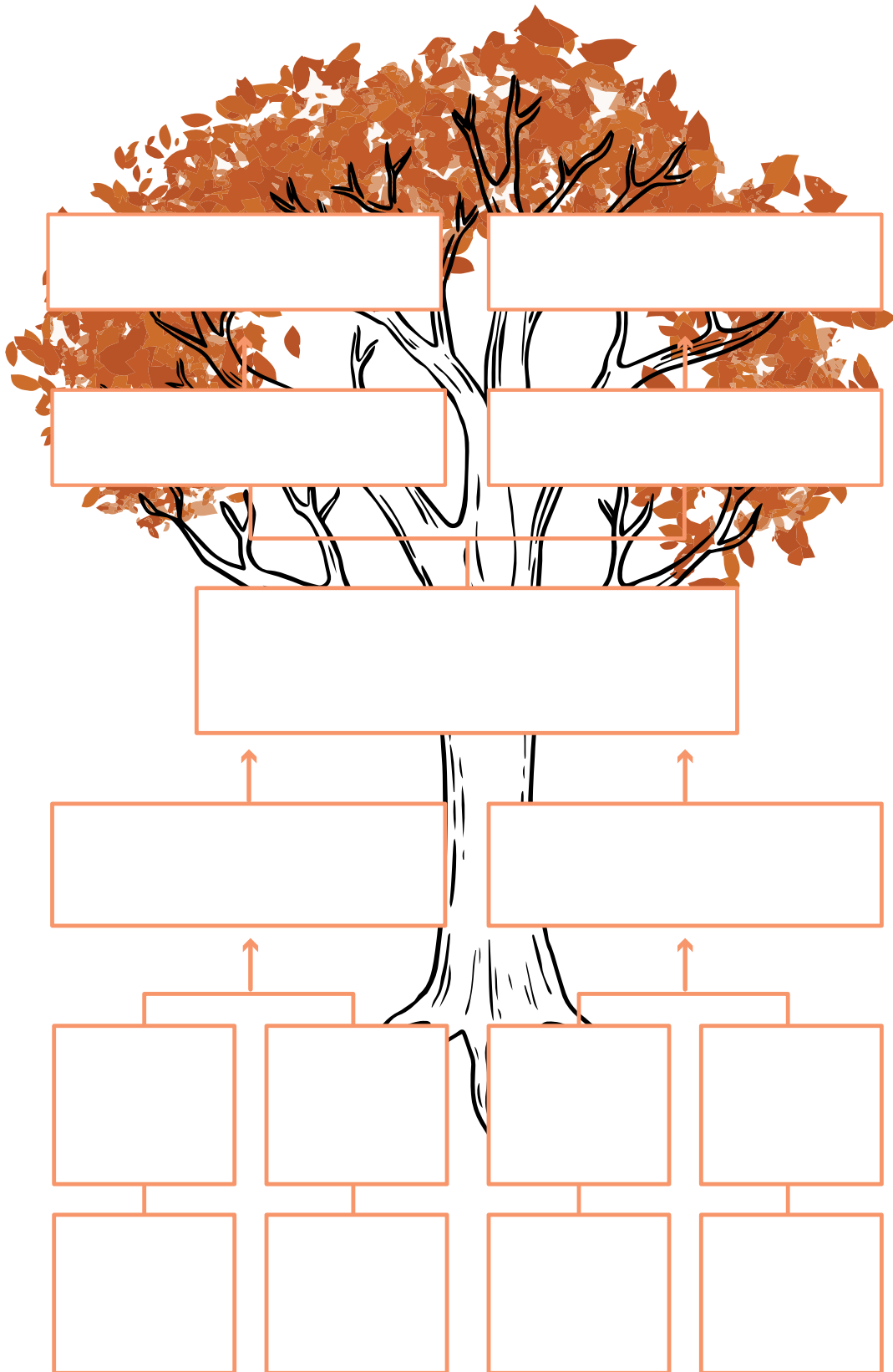
⁵⁸ <https://www.beautifultrouble.org/toolbox/#/tool/human-banner>

- 6 -

FEUILLES D'EXERCICE

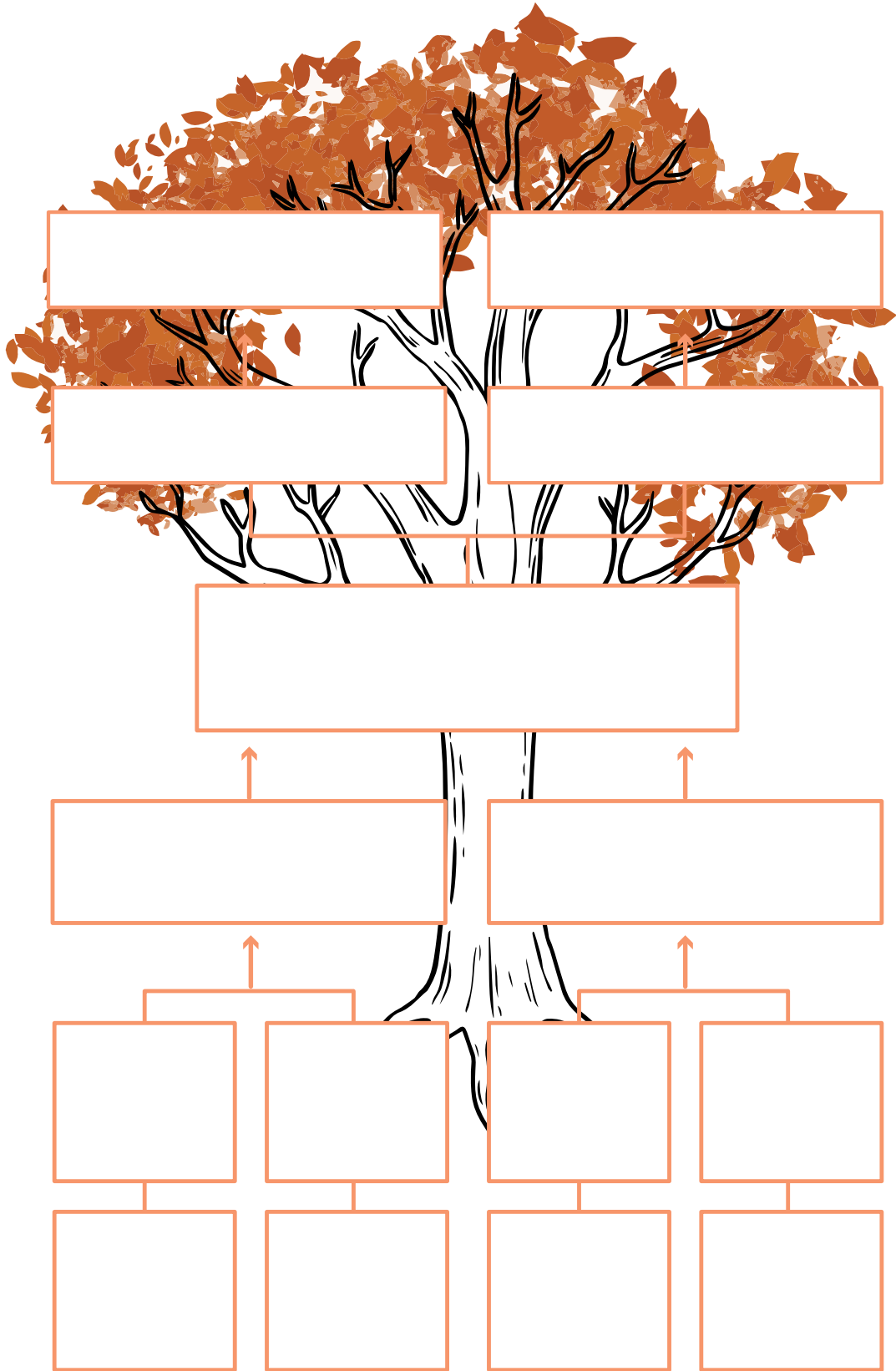
Feuille de travail 1

Arbre à problèmes, page 17



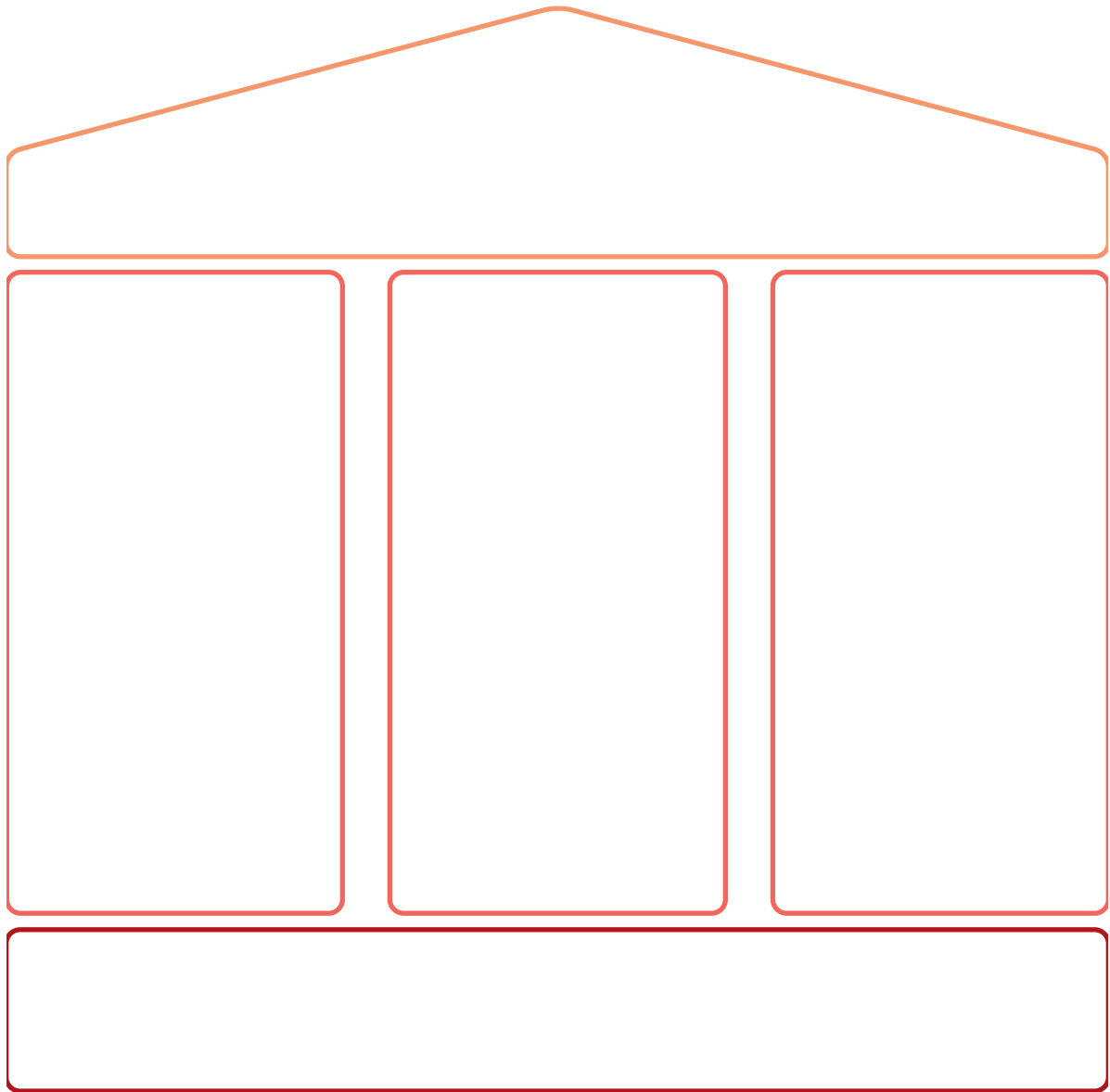
Feuille de travail 2

Arbre à solutions, page 18

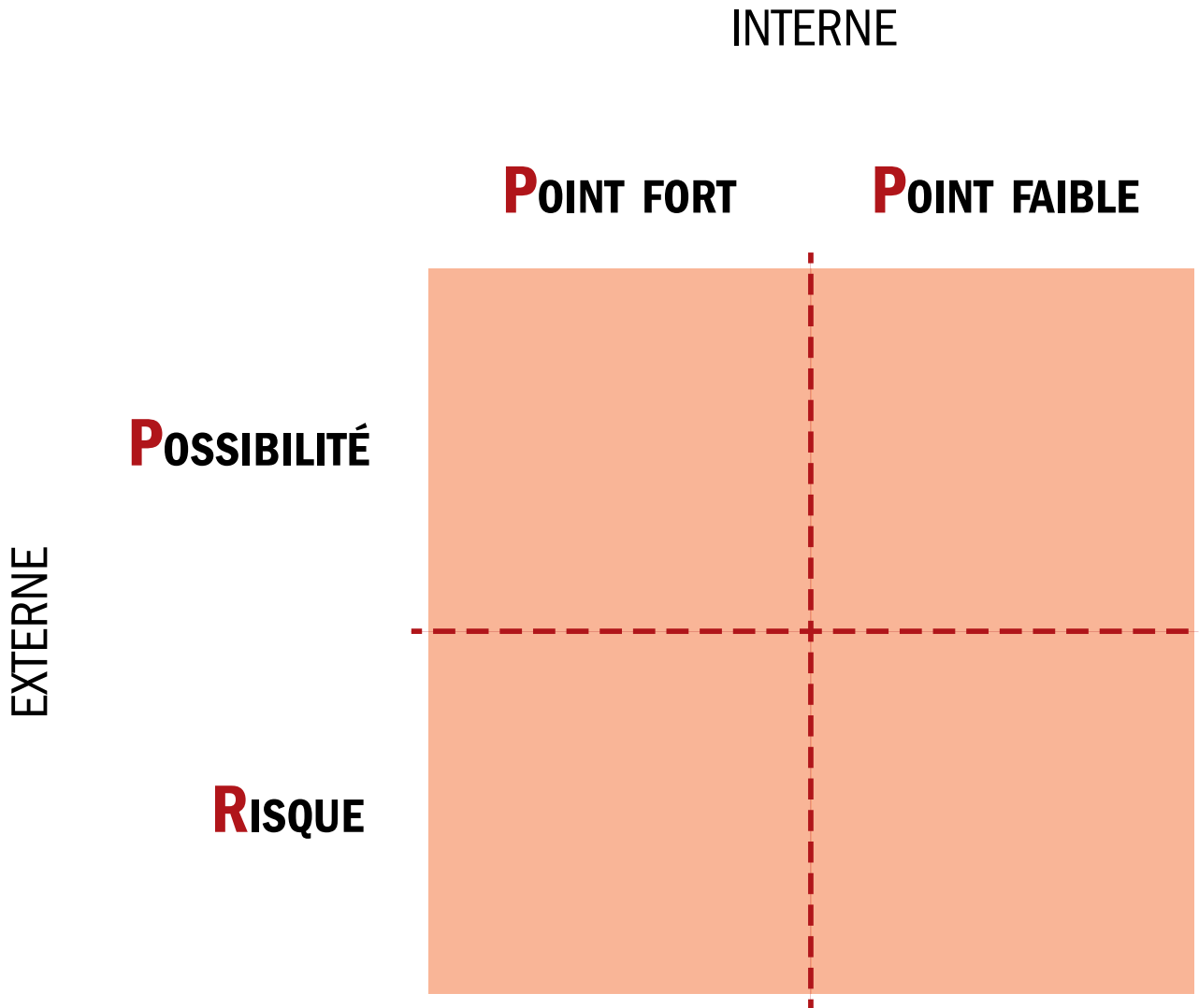


Feuille de travail 3

Maison des messages, page 21



Feuille de travail 4
SWOT, page 23



Feuille de travail 3

Matrice décisionnelle, page 23

	Message de plaidoyer 1	Message de plaidoyer 2	Message de plaidoyer 3
Acceptabilité sociale			
Pertinence			
Faisabilité			
Dignité humaine			
Subsidiarité			
SCORE			

→ (1) Hiérarchisez les stratégies pour chaque critère.

3= la plus intéressante

1= la moins intéressante

→ (2) Score total pour chaque stratégie.

Remarque : les résultats de la matrice des priorités doivent appuyer la discussion sur les stratégies mais **ne doivent pas la remplacer**.

FAITS ET CHIFFRES

Migration

- ▶ En 2019, 79,5 millions de personnes avaient été déplacées de force dans le monde, ce qui correspond à environ 1 % de la population mondiale.
- ▶ La Syrie compte le plus grand nombre de personnes déplacées de force au monde, plus de la moitié de sa population ayant été forcée de fuir.⁵⁹
- ▶ En 2019, près de 271 millions de personnes nées à l'étranger résidaient dans des pays autres que leur pays de naissance ou que leur pays de nationalité d'origine, soit 3,5 % de la population mondiale.⁶⁰
- ▶ En revanche, le nombre de personnes qui migrent à l'intérieur de leur pays serait près de trois fois supérieur à celui des personnes qui migrent vers un autre pays.⁶¹
- ▶ En 2019, les pays en développement ont accueilli 85 % des réfugié-e-s du monde.⁶²
- ▶ En 2019, 73 % des personnes réfugiées vivaient dans des pays voisins de leur pays d'origine.⁶³
- ▶ En 2019, la Turquie a accueilli le plus grand nombre de réfugié-e-s au monde - pour la 6ème année consécutive.⁶⁴

Développement

- ▶ Le montant des envois de fonds à destination des pays à revenu faible ou intermédiaire était plus de trois fois supérieur à celui de l'APD en 2019.⁶⁵
- ▶ En 1970, il a été convenu de porter l'APD à 0,7 % du revenu national des pays donateurs à titre d'objectif à long terme.⁶⁶ Toutefois, depuis 2019, seuls cinq pays ont versé une APD correspondant à 0,7 % ou plus : le Royaume-Uni, le Danemark, la Suède, la Norvège et le Luxembourg.⁶⁷

Migration et développement

- ▶ La migration et le développement sont interdépendants, mais il n'existe pas de lien direct entre le sous-développement et la migration, ou entre le développement et l'absence de migration.⁶⁸
- ▶ La migration nécessite des ressources, des réseaux et une ambition individuelle suffisantes. Par conséquent, les personnes les plus défavorisées ne sont pas capables de migrer.⁶⁹
- ▶ Il n'existe pas de corrélation prouvée entre l'éradication de la pauvreté dans un pays donné et la réduction de l'émigration en provenance de ce même pays.⁷⁰

⁵⁹ <https://www.unhcr.org/fr/urgence-en-syrie.html>

⁶⁰ <https://www.un.org/en/development/desa/population/migration/data/estimates2/estimates19.asp>

⁶¹ https://publications.iom.int/system/files/pdf/wmr_2020_fr_ch_2.pdf

⁶² <https://www.unhcr.org/statistics/unhcrstats/5ee200e37/unhcr-global-trends-2019.html>

⁶³ <https://www.unhcr.org/statistics/unhcrstats/5ee200e37/unhcr-global-trends-2019.html>

⁶⁴ <https://www.unhcr.org/search?comid=56b079c44&cid=49aea93aba&tags=globaltrends>

⁶⁵ <https://blogs.worldbank.org/fr/opaendata/les-envois-de-fonds-des-travailleurs-migrants-vers-leur-pays-dorigine-sont-la-principale>

⁶⁶ <http://www.oecd.org/fr/cad/financementpourledeveloppementdurable/>

⁶⁷ https://public.tableau.com/views/ODA-GNI_15868746590080/ODA2019?:display_count=y&publish=yes&origin=viz_share_link?&:showVizHome=no#1

⁶⁸ <https://www.caritas.eu/wordpress/wp-content/uploads/2019/11/European-Common-Home-full-publication-one-page.pdf>

⁶⁹ <https://www.caritas.eu/wordpress/wp-content/uploads/2019/11/European-Common-Home-full-publication-one-page.pdf>

⁷⁰ <https://www.caritas.eu/wordpress/wp-content/uploads/2019/11/European-Common-Home-full-publication-one-page.pdf>

GLOSSAIRE

Comité d'aide au développement (CAD) : Composé de 30 membres de l'OCDE, le CAD est un forum international qui permet d'aborder les sujets de l'aide, du développement et de la réduction de la pauvreté dans les pays en développement.

Convention de Genève de 1951 : Également connue sous le nom de Convention sur les réfugiés de 1951, est une conférence spéciale des Nations Unies qui a eu lieu en 1951 à Genève. Elle définit le terme « réfugié » ainsi que les droits connexes (protection, statut juridique, droits sociaux, assistance, etc.) qui doivent être accordés par les États signataires. À ce jour, 149 États ont signé ce document.

Fonds européen de développement (FED) : Le FED est un instrument financier de l'Union européenne pour la coopération au développement en Afrique, dans les Caraïbes et dans le Pacifique.

Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) : Le HCR est une organisation internationale dont l'objectif est de sauver des vies, de protéger les droits et de bâtir un avenir meilleur pour les réfugié-e-s, les communautés déplacées de force et les apatrides.⁷²

Organisation de la société civile (OSC) : Une organisation de la société civile est une organisation non gouvernementale et à but non lucratif formée par des citoyen-ne-s en vue de poursuivre un objectif commun dans l'intérêt général. Par exemple : Organisations confessionnelles, organisations non gouvernementales ou organisations communautaires.

Organisation multilatérale : Une organisation multilatérale est une organisation formée entre minimum trois nations qui travaillent ensemble sur des questions importantes pour toutes les nations concernées. « L'Organisation de coopération

et de développement économiques », les « Nations Unies » ou « l'Organisation mondiale de la Santé » sont des exemples d'organisations multilatérales.

Réinstallation : La réinstallation désigne la sélection et le transfert de personnes réfugiées d'un pays d'accueil vers un pays tiers qui a accepté de les accueillir en tant que réfugié-e-s et qui leur a attribué le statut de résident permanent.⁷¹

Retour forcé : Les personnes étrangères qui n'obtiennent pas le droit légal de rester dans le pays de destination sont renvoyés dans leur pays d'origine.

Revenu national brut (RNB) : Le revenu national brut désigne la valeur de tous les revenus (également appelés « produit » ou « produit national ») générés par les habitants d'un pays (citoyen-ne-s et résident-e-s étranger-e-s) à l'intérieur de ses frontières géographiques, auxquels s'ajoutent les recettes nettes des revenus (salaires, traitements et revenus de la propriété) provenant de l'étranger. En d'autres mots, le RNB mesure l'ensemble des fonds, biens, services et investissements qui entrent dans le pays ou en proviennent.

Système de sécurité sociale : Programmes établis par la loi et par les autorités gouvernementales pour fournir une sécurité de revenu de base aux personnes en situation de vulnérabilité.

Taux d'intérêt : Un taux d'intérêt définit le montant des intérêts payés par les emprunteurs au titre des fonds qu'ils empruntent. Il s'agit généralement d'un pourcentage de la somme empruntée. Ainsi, un simple intérêt de 10 % signifie qu'un emprunt de 100 euros entraîne un remboursement de 110 euros.

⁷¹ <https://www.unhcr.org/fr/5162da949.pdf>

⁷² <https://www.unhcr.org/fr/fr/en-bref.html>

Lectures complémentaires

Développement

- ▶ <https://concordeurope.org/tag/aidwatch/>
- ▶ https://ec.europa.eu/trustfundforafrica/content/about_en
- ▶ <https://www.caritas.eu/common-home-eu/>
- ▶ https://unstats.un.org/sdgs/report/2020/The-Sustainable-Development-Goals-Report-2020_French.pdf
- ▶ https://ec.europa.eu/trustfundforafrica/sites/eutf/files/eutf_report_2019_fr_digital_edition.pdf
- ▶ <https://www.oecd-ilibrary.org/sites/cb89577f-fr/index.html?itemId=/content/component/cb89577f-fr>

Plaidoyer

- ▶ <https://www.beautifultrouble.org/toolbox/#/tool/power-mapping>
- ▶ <https://advocatesforyouth.org/wp-content/uploads/2019/04/Youth-Activist-Toolkit.pdf>

Migration

- ▶ <https://www.unhcr.org/search?comid=56b079c44&&cid=49aea93aba&tags=globaltrends>
- ▶ <https://csactioncommittee.org/wp-content/uploads/2020/07/Mapping-report-FINAL.pdf>
- ▶ <https://publications.iom.int/fr/books/etat-de-la-migration-dans-le-monde-2020>
- ▶ <https://www.internal-displacement.org/global-report/grid2020/french.html>

Caritas

Austria

Caritas Autriche
Albrechtskreithgasse 19-21
A-1160 Vienne
www.caritas.at



Cette publication a été réalisée dans le cadre du projet MIND, qui a reçu le soutien financier du programme DEAR de l'Union européenne et de la Coopération autrichienne au développement. Les informations contenues dans cette publication ne reflètent pas nécessairement la position ou l'opinion de l'Union européenne ou de la Coopération autrichienne au développement.

